

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 15 » Six Mois 30 » Un An 60 »
 Départements... 18 75 37 50 75 »
 Union Postale... 21 50 43 » 85 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Le « Traître »

Il y a, en France, un certain nombre de Français qui ont trop fréquenté le théâtre de l'Ambigu.

Pour ces messieurs de l'orchestre, du parterre ou du poulailler, la vie réelle doit être machinée comme un mélodrame en cinq actes. Or, il n'y a pas de bon « mélo » sans un « traître », qui rôde aux environs de la jeune première et qui vient, de temps en temps, par sa démarche oblique, par son regard louche et par ses desseins ténébreux, exciter l'indignation vertueuse des familles. L'excellent Lacroixonnier était incomparable dans ce rôle. Malheureusement, les comédiens ne consentent pas, lorsqu'ils ont quitté leur costume de « traître », à rester « traîtres » dans la rue, au café ou en omnibus. Alors, quelque chose manque aux badauds qui, tout à l'heure, s'irritaient avec délices contre les gredineries du « traître ». Ils veulent, en reprenant leurs nippes au vestiaire, être sûrs de retrouver, hors du théâtre, le « traître » nécessaire à leur tranquillité. Il faut donc que quelqu'un, dans la société, se dévoue à ce rôle ingrat, et que la foule ne soit point servée de l'indispensable traître.

Pendant longtemps, ce rôle de « Traître » national fut tenu par l'ex-marchal Bazaine qui, ayant passé, sur sa demande, devant un Conseil de guerre, fut condamné, le 10 décembre 1873, à la peine de mort et à la dégradation militaire, pour avoir capitulé devant l'ennemi, « sans avoir fait tout ce que prescrivaient le devoir et l'honneur ». La loi était formelle. L'arrêt était inévitable. Cependant les juges du Conseil de guerre écrivirent, séance tenante, une lettre où ils priaient le Président de la République de « ne pas laisser exécuter la sentence qu'ils venaient de prononcer ». Les amateurs de scandales regretteront de ne point voir casser, en place publique, un bâton de maréchal. Ils auraient voulu qu'on traitât dans la boue une paire d'épaulettes étoilées, un chapeau à plumes blanches, un grand cordon de la Légion d'honneur. Ils auraient aimé à entendre le bruit sec d'une épée qu'on brise. Ils auraient pris plaisir à contempler un ancien chef de l'armée défilant, la tête basse, devant le front des troupes, et montant, les menottes aux mains, entre deux gendarmes, dans une voiture ecclésiastique. Cette satisfaction fut refusée à l'appétit féroce des badauds. Aussi le maréchal de MacMahon, président de la République; le général du Barail, ministre de la guerre; le duc d'Aumale, les généraux de La Motte-Ferrière, de Chabaud-Latour, Tripier, de Martimprey, Princeaux, Martineau, membres du Conseil de guerre et signataires du recours en grâce, devinrent suspects à des justiciers implacables, qui, évidemment, étaient purs de tout péché. Peu s'en fallut que ces braves militaires ne fussent accusés d'être au gage d'un mystérieux syndicat et d'avoir touché (eux aussi) une partie des millions que le prince Frédéric-Charles (comme chacun sait) donna au maréchal Bazaine en échange des clefs de Metz.

Bazaine étant mort de misère, au mois de septembre 1888, l'emploi de « Traître » devint vacant. Les habitués de l'Ambigu réclamèrent leur divertissement coutumier. Leur impatience fut amusée, quel que temps, par le cas lamentable de deux vieux généraux compromis par une vieille dame dans le jeu de sa vieillesse de croix d'honneur. Ils eurent également la satisfaction d'apprendre qu'un sergent affamé, un lieutenant besogneux et un capitaine alcoolique avaient laissé tomber, dans des mains malpropres, un certain nombre de papiers confidentiels. Mais tous ces spectacles n'étaient, à leurs yeux, que des lèbres de rideau. Difficiles comme tous les dilettantes, les amateurs de mélodrames ne se contentaient pas de comparses ni de doublures. Ils voulaient un beau « Traître », un « Traître » diplômé, breveté, un « Traître » vérifié par l'autorité compétente, et garanti par le gouvernement.

Vers la fin de l'année 1894, les Français, privés de « Traître » commençaient à trouver le temps long. C'est alors qu'une association d'imprésarios se chargea de désigner à la curiosité publique le personnage demandé.

Le nouveau « Traître » sortait de l'Ecole polytechnique. Il avait été un des meilleurs élèves de cette Ecole illustre, et c'est justement fier de tous les brillants sujets qu'elle a formés. Son éducation, commencée par les lycées de la République, avait été achevée par l'Ecole d'application de Fontainebleau et par l'Ecole supérieure de guerre. Dans ces différents établissements, le « Traître » avait toujours recueilli d'excellentes notes. Il avait obtenu, dans des conditions très honorables, les aiguillettes d'officier d'état-major. Capitaine d'artillerie, il appartenait au 14^e régiment de cette arme. Sa bonne conduite et son travail lui avaient ouvert, à deux battants, les portes de l'état-major général de l'armée, lieu redoutable et presque inaccessible, dont les profondeurs secrètes accueillent malaisément les mérites exempts de recommandation et dénués de faveur. Le général Lebelin de Dionne, commandant l'Ecole supérieure de guerre, nota le « Traître » en les termes que voici :

« C'est un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître »... C'est un « Traître » qu'il nous faut ! »

Un « Traître » quand même ! Telle fut la devise, la marotte, la rage de ces négres, débauchés dans une fantastique bamboula. Le scandale étant public, la

savants artilleurs. Par conséquent, selon les paroles mémorables de M. Bexon d'Ormescheville, il était dans les meilleures conditions pour trahir.

L'affaire fut montée avec soin. L'entrée du « Traître » fut machinée par des metteurs en scène qui semblaient avoir étudié chez M. Rochard l'art des préparations, des gradations et des coups de théâtre. Ce fut d'abord un prélude de voix sèches, accompagnant le boniment et le prologue. Cette musique alla crescendo, comme le fameux air de « la Calomnie ». Puis le vacarme éclata. On frappa les trois coups. Et, dans un sabbat de vociférations, le « Traître » apparut, poussé sur les planches par ses bons camarades. Un disciple de Ponson du Terrail avait réglé tous les détails de son arrestation. Un matamore, imitateur de Mélingue, le conduisit en prison. Un rival de Taillade, vraiment né pour les « rôles à manteau », entra, la nuit, dans son cachot, en projetant sur sa figure de « Traître » la clarté d'une lanterne sourde. Un Tribunal s'assembla pour juger le « Traître », — on baissa la rampe, parce que dans l'obscurité les jeux de scène sont plus saisissants. Le Tribunal délibéra dans l'ombre, derrière un mur, comme la Sainte-Vehme et comme le Conseil des Dix. Afin d'obéir aux meilleures traditions de l'art dramatique, on soutint l'intérêt en ne disant point au « Traître » de quoi il était accusé. On lui répétait simplement :

« Vous êtes le « Traître » ! Vous n'avez pas besoin d'en savoir davantage ! »

Une claque forcenée applaudissait à tout rompre ce nouveau genre de monologue. Les juges, ne sachant pas leur rôle, étaient assistés par plusieurs souffleurs. On prépara pour ces malheureux juges, dans les coulisses, une liasse de « documents », qui, comme tous les accessoires de théâtre, avaient été fabriqués ou maquillés pour la circonstance. Et le « Traître » fut condamné.

La dégradation du « Traître » était le « clou » de cette pièce militaire. Ce fut une bonne aubaine, en vérité, pour ceux qui ne sont pas difficiles sur le choix de leurs émotions. Le programme de cette cérémonie était alléchant. Voir un adjudant qui arrache et qui pète les galons d'un capitaine, quel délice ! Regarder les tronçons d'un sabre brisé, les guenilles d'un dolman déchiré, l'aspect lamentable d'un képi déshonoré, quelle volupté pour les « défenseurs de l'armée » ! Se repaître de cette agonie, insulter courtoisement le patient qui entoure un cercle de baïonnettes, couvrir de huées héroïques le cri désespéré de l'innocent, quelle joie pour les nobles âmes ! Quelques-uns de ceux qui ont assisté à cette épouvantable scène rêvent encore de voir infliger les mêmes outrages à un uniforme d'officier français. La première représentation, annoncée par toutes les grosses caisses de la réclame, avait fait recette... On parle d'une prochaine reprise...

Bon. Cela fait toujours passer une heure ou deux.

Et le « Traître » s'en alla, sous une terrible escorte, dans une file aménagée spécialement par des dramaturges en délire, et qui s'appelaient d'un nom macabre, l'île du Diable. L'imagination malade des gardes-chiourme inventa une sorte de sépulture où le « Traître » fut enseveli vivant, les fers aux pieds et aux mains. Tableau.

Qu'avait-il donc fait, ce pauvre « Traître » ? Les directeurs de la troupe, les machinistes, le régisseur étaient incapables de le dire. Il y avait un « trou » dans le scénario, comme disait Sarcey. On insinua qu'il avait peut-être révélé aux Allemands la géographie de Madagascar. Mais M. Bexon d'Ormescheville lui-même a établi qu'un dossier secret, relatif à Madagascar, traînait sur le bureau du capitaine Bernolin, dans l'antichambre du colonel de Sancy. Quand le capitaine s'absentait, le dossier restait dans l'antichambre, sur le bureau, et tout le monde pouvait apprendre la géographie de Madagascar... On prétendit que le « Traître » avait dévié, devant les agents de la Triple Alliance, un canon nouveau jeu. Mais plusieurs officiers d'artillerie ont prouvé que le mécanisme de ce canon, ignoré dans le deuxième bureau, pouvait être connu facilement par toutes les personnes qui savent lire et écrire. On attribua au « Traître » une indiscrétion relative à un « Manuel d'artillerie ». Mais un réserviste survint, qui s'était procuré ce « Manuel » pour la somme de quatre sous...

En général, on attribuait au « Traître » toutes les « fuites » qui entraînaient, au gré du vent, les paperasses des bureaux mal tenus.

Alors, les Français raisonnables, ceux qui ne veulent pas que la vie des hommes dépende d'une « scène à faire », ni que l'histoire des nations ressemble à une cabotine, jugèrent que cette atroce plaisanterie avait trop longtemps duré. Ils essayèrent, par des raisonnements et par des adjurations, de ramener au bon sens les badauds funestes qui ne peuvent point se passer d'un « Traître ». Ils ont montré que la tragi-comédie où la France était acchoppée depuis quatre ans n'est qu'une méchante pièce, décidément injouable, et qui mérite d'être sifflée. Mais les autres n'en voulaient pas démoder. Les trouble-fête furent accueillis par une bordée d'injures : « Eh ! va donc ! A la porte ! Assez ! Combien as-tu touché pour dire ça ? »

Et la folie de la trahison emportait, de plus en plus, comme un tourbillon de vertige, les crânes tympanisés et les cerveaux obtus. Les détraqués chantaient en chœur :

C'est un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître », un « Traître » !

Un « Traître » quand même ! Telle fut la devise, la marotte, la rage de ces négres, débauchés dans une fantastique bamboula. Le scandale étant public, la

police dut s'en mêler. La censure de l'opinion rabroua les entrepreneurs de la monstrueuse rapsodie. Les « trucs », les « ficelles » et les « dessous » de cette sinistre bouffonnerie excitèrent un sentiment d'horreur. Assez de « fausses barbes », assez de « dames voilées ». Un arrêt de justice, rendu par quarante-sept magistrats du plus haut rang, purgea de cette vilaine farce le répertoire national, et signifia que les maniques et les toqués devaient renoncer à l'espoir de contempler davantage le triste guignol dont la toile de fond représente l'île du Diable...

Et voilà pourquoi, maintenant, beaucoup de gens sont tristes. Plus de « Traître » sur l'affiche ! Le « Traître » n'avait pas trahi. Le « Traître » n'était pas un « traître ». Le « Traître » était un faux « traître », mal fabriqué par les fabricants de « traîtres » qui travaillaient dans les environs du deuxième bureau. Où allons-nous ? mon Dieu ! où allons-nous ? Qui croire et à qui se fier ?

Et ce sont des pleurs. Ce sont des grimaces de dents. Ce sont des lamentations de jocrisses et des gémissements de gogos. Les auteurs de l'intrigue ne veulent pas se résigner à leur « four ». Les spectateurs sont en colère. Et l'on entend des discours incohérents qui se peuvent résumer ainsi : « Au nom de la patrie, nous voulons un « Traître ». Nous voulons un « Traître » pour l'amour de Dieu. Sans « Traître », nous ne pouvons plus vivre. Sans « Traître », nous voulons mourir. »

Cela fait rêver.

Il faut, tout de même, être descendu bien bas dans l'échelle de l'humanité pour mettre un point d'honneur patriotique à soutenir la nécessité d'un « Traître » dans l'état-major général de l'armée française ! Drôles de gens que ces affolés et que ces incurables qui bégayent je ne sais quel idiome confus, et qui croient flatter l'Ecole polytechnique, l'Ecole d'application de Fontainebleau et l'Ecole supérieure de guerre en exigeant que ces maisons officielles et nationales continuent de fournir, coûte que coûte, le « Traître » nécessaire à leurs déplorables divertissements !

Gaston Deschamps.

AU JOUR LE JOUR

LE PREMIER ENTERREMENT

Sous les grands arbres de l'île des Ravages, est enfoncé le premier des tous les chiens doivent reposer dans le cimetière des chiens.

Il faut dire comment fut confiée à la terre la dépouille de la petite bête aimante. Ce fut très simple. Un peu de regret et des fleurs !

Faute d'un chien de ministre, le destin a voulu que la nécropole des tous les fût inaugurée par une bête riche.

Prévenue par téléphone, l'administration du cimetière envoya quérir le défunt par un jeune homme n'apportant pas au logis éprouvé l'odieuse senteur des croque-morts. Le « cérémonial » fut introduit dans le salon où la bête était étendue sur un coussin. Et le cercueil qu'il déposa sur le tapis n'était guère plus grand qu'un coffret à bijoux.

La maîtresse de maison s'informa de tous les détails des obsèques qui allaient avoir lieu. Et avant d'entourer de fine toile le petit mort, elle voulut que celui qui s'en allait reçût les adieux de « ses camarades ». Trois ou quatre chiens d'appartement, terriers ou caniches, accoururent à l'appel de leur maîtresse, et, dès leur entrée, s'empresèrent autour du coussin mortuaire. Un terrier donna soudain de la voix, et tous gémirent leur regret. Ces « pleureurs » éloignés, la bête fut mise doucement au cercueil.

— Il me suivait si docilement que je dois l'accompagner à mon tour, dit la maîtresse du mort.

Et dans la voiture où elle prit place avec le porteur du coffret, la Parisienne dit pourquoi elle était heureuse de donner un coin de terre à son chien. Sans doute, elle ne pleurait pas naïvement une bête crevée. Pourtant elle était reconnaissante des dix ans de service supportés si gentiment par le « joli ». Certes, ce chien avait plus de cœur que toutes ses bonnes amies. Plus tard, elle irait en pèlerinage près de son petit serviteur. Ce serait charmant et peu commun.

Comme la voiture passait devant la boutique d'une fleuriste, elle voulut acheter des fleurs, beaucoup de fleurs ! Puis, les bras lourds de roses, elle continua :

— On nous accuse de n'aimer que les bêtes. Nous avons de la bonté pour qui nous en témoigne. C'est simplement juste.

Dans l'enclos où un fossaire avait creusé la « dernière niche », les fleurs croulaient sur la petite botte. Et l'adieu fut dit.

Un monument portera, dans quelques mois, le nom du chien qui fut digne de tant d'amitié. Et à la vérité, on serait mal venu de disputer aux bêtes le droit à l'inscription funéraire. Il est bien des grands hommes en bronze dont les titres valent moins que les actes du caniche qui résiste pendant dix ans à toutes les tentations de la rue pour que son maître avenge n'échoue pas contre une borne.

Bien mieux, le cimetière des chiens aura son musée où prendront place les portraits des disparus. On entendra là, de cinq à sept, des oraisons funèbres qui rendront jaloux les grands morts du Père-Lachaise.

Léon Roux.

Échos

La Température

La baisse barométrique est générale en Europe. A Paris, le baromètre est tombé presque subitement à 759mm. Des orages nous ont signalés au Havre, à Biarritz et à Perpignan. Le vent est assez fort de l'Ouest, avec mer houleuse au Pas de Calais. La température s'est sensiblement abaissée sur nos régions : elle était hier matin à Paris : 19° au-dessus de huit heures du matin et 24° dans l'après-midi ;

on notait à Moscou 16°, et 25° à Athènes dans la matinée. En France, un temps nuageux et frais est probable, avec ondées dans le Nord et l'Est. Dans la journée, le baromètre restait à 760mm.

Dieppe. — Thermomètre : 25°. Mer agitée. Temps chaud et couvert.

Les Courses

A deux heures, Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de Port-Marly : Fleur de Portugal.

Prix Faisan : Railleur.

Prix de Bel-Sito : Hulotte.

Prix de Mary : Fair Boy.

Prix Elf : Irkoutsk.

Prix Narcisse : Quidla.

LE SPECTRE

Dreyfus doit être arrivé en France. Condamné sans savoir pourquoi, parce que des experts égarés lui ont attribué le bordereau écrit par Esterhazy ! parce qu'un ministre inconscient a fait porter à ses juges, des documents faux que ni son défenseur ni lui n'ont pu connaître et discuter ; parce qu'il était juif et parce que les antisémites, avertis par le chef du bureau des renseignements, ont poussé des rugissements qui en ont imposé à tout le monde, Dreyfus qui n'a cessé de protester de son innocence, Dreyfus qui n'a jamais rien avoué puisqu'il n'a été interné à l'île du Diable parce qu'il avait refusé d'avouer, Dreyfus sait seulement ceci : la Cour de cassation a ordonné la révision de son procès.

Il revient donc persuadé qu'il va trouver parlout des Français un peu honteux de l'erreur nationale, et désireux de la lui faire oublier par un accueil fraternel. Quelques-uns d'entre nous croient qu'il sera accueilli par les cris de « Mort aux traîtres » et de « A bas les juifs ! » et se demandent si cette pauvre cervelle humaine résistera à cette déception, à ce raffinement des supplices ordonnés déjà par des hommes sans cœur.

Je ne partage pas ces craintes. Ils vivent à Paris. A Paris fonctionnent des journalistes que les questions de boutique plus que les convictions ont rendus féroces et qui sont en train de nous expliquer les épisodes les plus répugnants de la Terreur. On disait de leurs ancêtres qu'ils allaient lécher le sang sur les pavés de la guillotine. Ceux-ci n'ont pas de sang à lécher. Ils s'en dédomment en perfectionnant le mensonge et la calomnie. Et ce qui les rend inexorables, ce qui leur attirera le châtiment éternel, c'est qu'ils ont beaucoup d'entre eux affirmé la culpabilité sans en être convaincus.

Car le public ne sait pas, et il doit savoir, que la plupart des rédacteurs des feuilles les plus antirevisionnistes sont revisionnistes et déplorent, entre confrères, quand ils s'épanchent, la besogne qu'on commet dans leurs feuilles.

Mais cette race ne vit guère qu'à Paris. En province, on n'est point aussi féroce et je ne m'habitué point à l'idée de Bretons, de Bretons chrétiens, de Bretons soldats du Christ et de la Vierge, donnant au monde le spectacle répugnant d'hommes qui insultent un prisonnier, lorsqu'il rentre à demi mort dans sa patrie. Eussent-ils le crâne aussi dur que leur granit qu'il leur resterait encore, pour les contenir, l'orgueil de représenter la France dans cet acte angustie de réparation et de justice qu'elle leur a confié.

J'ai toujours pensé que le spectacle de Dreyfus remettrait toutes choses au point et débarrasserait les âmes des fumées de la haine pour leur laisser voir les splendeurs de la vérité.

L'œuvre de justice va commencer. Il est nécessaire qu'elle soit aussi ample et aussi complète que possible.

Sans doute les gens qui, malgré leurs promesses répétées et solennelles, lors du vote de la loi de dessaisissement, ont refusé de s'incliner devant l'arrêt de la Cour de cassation, ne s'inclineront pas davantage devant l'arrêt du Conseil de guerre. Ils ne liront pas plus le compte rendu des débats de Rennes qu'ils n'ont lu l'enquête. Mais ces gens, quel que soit leur nombre, ne comptent pas. Ceux qu'il faut convaincre sont les hommes de bonne foi.

Rien ne doit être négligé pour leur faire toucher du doigt la vérité. On cite un général, on cite un ancien magistrat qui, faisant de la culpabilité de Dreyfus leur gloire, leur honneur et le but de leur carrière, se disposent à se porter en quelque sorte parties civiles contre lui et à proposer des preuves de sa trahison. Qu'ils viennent. Qu'on les convie. Qu'on les écoute. Qu'on discute avec eux. Si l'accusation ne les cite pas, que la défense les appelle. Nous voulons tout voir et tout savoir.

Les partisans de la lumière ne veulent pas la plus petite ombre. Les serviteurs de la vérité doivent aller traquer le mensonge ou l'erreur jusque dans leurs plus vilains repaires.

Si, après cette année de combats livrés pour la vérité, nous manquions un seul instant de franchise, de loyauté, nous serions impardonables. Nous n'en manquerons pas. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

M. Chauchard a inauguré hier le château de Longchamps, dont les travaux d'installation et d'embellissement étaient depuis plusieurs mois suivis avec autant de curiosité que d'intérêt par tous les promeneurs du Bois et par les innombrables Parisiens ou étrangers qui se rendent au champ de courses.

Il avait réuni pour la circonstance, en un brillant déjeuner, le préfet de la Seine, le président du Conseil municipal, le syndicat, un grand nombre de conseillers municipaux et les hauts fonctionnaires de la Ville de Paris, auxquels il succédait dans cette maison puisque cette demeure appartenait à la Ville ; et chacun d'eux s'est exalté devant la transforma-

tion féérique opérée par cet homme qui a su, dans sa vie active et féconde, accomplir tant de grandes choses.

C'est une demeure princière, entourée de sept hectares de bois, de pelouses, ornée d'objets d'art, décorée de plantes rares, de fleurs merveilleuses, etc., que M. Chauchard a créée ainsi en plein bois de Boulogne, c'est-à-dire dans Paris même ; et si le nouveau propriétaire y consent, puisque le gouvernement n'a pas de palais à offrir à l'empereur de Russie au moment de l'exposition de 1900, voilà une installation tout indiquée pour le Tsar.

Un certain nombre de nos confrères ont reproduit une information de laquelle il résulterait que le général de Gallifet, ministre de la guerre, aurait décidé la suppression de toute communication entre son département et la presse.

Ainsi présentée, cette information est inexacte.

M. le général de Gallifet s'est borné à interdire aux officiers de son état-major particulier de donner individuellement aucun renseignement aux divers journaux. Mais il ne s'agissait, bien entendu, que des renseignements d'ordre politique, pour lesquels, ainsi que nous le disions hier, les journalistes devront désormais s'adresser au ministère de l'intérieur.

Quant aux communications se rapportant aux affaires militaires courantes, telles que promotions, mutations, etc., il va de soi qu'elles continueront à être assurées par les soins de l'officier de service au cabinet militaire.

M. le général de Gallifet vient du reste de se constituer un cabinet civil qui sera chargé, d'une façon générale, des communications avec la presse, et à la tête duquel il a placé M. Jean Cazelles, avocat à la Cour d'appel, fils du conseiller d'Etat qui fut, comme directeur de la sûreté au ministère de l'intérieur, l'un des plus dévoués collaborateurs de M. Waldeck-Rousseau.

INSTANTANÉ

M. OCTAVE BERNARD

Le nouveau procureur général est âgé de cinquante-cinq ans. Né à Montmorillon, fait mentir le proverbe qui veut que nul ne soit prophète en son pays, puisqu'il est l'un des conseillers généraux les plus populaires du département de la Vienne.

Officier de la Légion d'honneur. Ancien avocat-agréé à Bordeaux, entra dans la magistrature et fut nommé avocat général près la Cour de Nîmes le 7 février 1885, substitut du procureur général à Paris le 29 juillet de la même année, avocat général en 1884, procureur de la République en 1886, et enfin conseiller à la Cour de cassation le 2 octobre 1888.

Carrière rapide, brillante, dont le succès fut mérité par une loyauté sans bornes, une droiture à toute épreuve et un talent oratoire très remarquable. Dialecticien de premier ordre, à la parole chaude et persuasive, dangereux par sa modération même, M. Octave Bernard prononça des réquisitoires qui demeurent comme les modèles du genre, dans plusieurs affaires célèbres : le procès de Mme Clovis Hugues, la bande Gahmuth, les frères Ballerich, Marchandon, etc.

Grand, fort, les yeux très vifs, éclairant une physionomie souriante, on le voit, presque chaque jour, salle des Pas-Perdus, aller, venir, tendre la main à celui-ci, frapper sur l'épaule de celui-là :

« Dites donc, mon cher ; un mot, s'il vous plaît ? »

Et alors des conversations interminables s'engagent qui paraissent cependant trop courtes, au gré des amis de M. Bernard, tant il y met de jovialité, d'humour et d'esprit. Le vrai type du « bon garçon », si j'ose m'exprimer ainsi, — et c'est tout dire.

Signe particulier : Un des habitués de l'omnibus Place Saint-Michel-Gare Saint-Lazare.

On annonce pour demain soir à Marigny les débuts de Xavier Privas, prince des chansonniers élu tout récemment. C'est un nouvel atout pour un théâtre qui n'est plus, certes, à compter ses succès. En effet, l'affiche de Marigny réunit en ce moment les meilleures attractions : les Kremos, les Schwartz qu'approuvait tout Paris, les sœurs Chester et le ballet la Fontaine des Fées. La faveur du public est donc bien justifiée.

Quelques pensées :

On peut échapper à tout : pestes, maladies, guerre, affronts, procès, revers, ruine, accidents, et même fâcheux hasards.

Jamais, si obscur soit-il, nul n'échappe aux « on dit » menteurs, aux propos qui nous font tout autres que nous sommes.

N'a pas une légende, et surtout, ne la garde pas qui veut.

La supériorité — ce mot problématique — n'a rien à voir là dedans.

Entre autres éléments, il s'agit là d'être national, un peu comique aussi.

Nous signalons dernièrement le grand succès des voitures Decauville dans le Critérium d'Elampes où six voitures engagées revenaient au poteau, en remportant, à une vitesse de 45 kilomètres à l'heure, les 2^e, 4^e, 5^e et 6^e places. Un plus grand succès encore vient d'être obtenu dans les courses qui ont eu lieu hier à Dunkerque, où les quatre gagnants montaient des voitures Decauville.

Malgré la date avancée, tous les amateurs vraiment dignes de ce nom ont fait hier — jour de l'exposition particulière — une longue station à la galerie Georges Petit, où est exposée jusqu'à ce soir la collection réunie par feu M. Chocquet. On a beaucoup admiré le goût sûr de l'amateur de haut goût qui a su marier, dans la plus curieuse symphonie de couleurs, les romantiques et les impressionnistes, et ce n'était hier qu'un concert d'éloges à sa mémoire.

Sera curieux de voir à quel chiffre on se disputera tous les cadres sculptés, vraiment admirables, dont M. Chocquet, par une coquetterie charmante, s'était plu à entourer les perles de son musée, qui est resté célèbre par delà le détroit de l'Océan.

Demain, première vacation.

Hors Paris

On mande de Constantinople qu'un bien regrettable accident est arrivé samedi soir à Mme Constans, la femme de notre ambassadeur. Au moment où elle descendait l'escalier de l'ambassade pour se rendre à bord du yacht français, son pied glissa si malheureusement qu'elle fit une chute violente dans l'escalier. On la releva ayant une blessure au front et quelques légères contusions.

Immédiatement on alla chercher un médecin qui donna les premiers soins à Mme Constans ; il fut secondé quelques moments après par le docteur Dérobert, médecin du Cosmao, qu'on était également allé prévenir.

Aujourd'hui, l'ambassadrice de France va heureusement beaucoup mieux ; elle est encore condamnée au repos pour quelques jours, mais son état n'inspire plus d'inquiétude.

Marchant avec le progrès, Cabourg a fait pendant l'hiver des installations de premier ordre pour attirer et retenir la clientèle des Automobilistes et des Cyclistes.

Mécaniciens experts, ateliers de réparations, garages modèles, fournitures de premier choix, le Grand-Hôtel a tout prévu.

Chauffeurs, à vos pièces ! Pour vous comme pour ceux qui prennent le chemin de fer, Cabourg est à cinq heures de Paris par des routes admirables.

La Chambre de commerce de Reims et d'Epervy vient de faire un exposé très intéressant du mouvement commercial en Champagne depuis 1866 jusqu'à l'année 1898, chaque exercice allant d'avril à avril.

Ce tableau montre la marche ascendante du commerce des vins de Champagne, et pourtant il faut signaler une diminution de nos exportations pour le dernier exercice, 1898-1899.

A quoi tient cette diminution ? Baste, tant pis pour ceux qui préfèrent le champagne frelaté ! L'important est que la vente ne diminue pas, car les Français aiment le bon vin et surtout le champagne, le plus français de tous les vins.

La compensation est donc faite par nous : nous consommons le meilleur de nos vins de Champagne, et nous n'en voulons pour preuve que le succès toujours grandissant de la maison de Montebello, qui est de celles qui maintiennent dans le monde entier la vieille réputation des vignobles champenois.

Nouvelles à la Main

Hier, au dîner de l'Élysée. Deux peintres arrivés se remémorèrent leurs commencements difficiles :

— Te rappelles-tu l'époque où nous disions d'un rond de saucisson ?

collectivisme social, qu'on peut considérer plutôt comme un poète que comme un esprit politique pratique, mais auquel on ne saurait refuser une intelligence des plus vastes, un cœur des plus généreux, une puissance d'assimilation étonnante, une lucidité merveilleuse pour établir la vérité et l'évolution historique; sans doute, dis-je, nous avons vu M. Jaurès attaquer la haute banque juive cosmopolite, la ploutocratie des Rothschild, et tous les abus de ce qu'il appelle le régime capitaliste. Mais ce n'est pas parce qu'ils sont juifs qu'il veut les frapper, c'est parce qu'ils sont puissants et qu'ils sont un obstacle aux conceptions généreuses qu'il fait pour relever les masses des conditions d'infériorité et de passivité où elles se trouvent.

Notre rêve de justice n'est pas d'un jour, dit-il, dans son discours du 19 juin 1897 à la Chambre des députés; notre œuvre n'est pas une combinaison éphémère d'intérêt prochain, et c'est d'abord aux plus dépendants, aux plus obscurs, aux plus dénués que va notre sollicitude, précisément parce qu'ils sont les plus obscurs, les plus dépendants et les plus dénués.

Et dans la discussion si intéressante et si complète qui vient d'avoir lieu à la Chambre sur l'Algérie, nous avons vu également le parti radical socialiste prendre en main la défense des juifs et détruire les légendes absurdes qu'on voulait établir contre eux. M. Jaurès a été un des défenseurs les plus ardents et les plus convaincus de Dreyfus.

On peut donc affirmer que l'antisémitisme n'est point un parti politique. Ce n'est point un parti d'amour, c'est un parti de haine sociale et de haine religieuse.

Parmi les sectaires de ce nouveau culte, les uns veulent faire du juif un paria dans notre société, un être cosmopolite n'ayant au cœur aucun des sentiments du citoyen, en un mot un « sans-patrie »; d'autres, mais par le fanatisme confessionnel, la plus aveugle et la plus terrible à coup sûr de toutes les passions humaines, voient dans leur collectivité un ennemi permanent de nos mœurs, de notre vie, de notre civilisation, et ne reculerait devant aucun moyen pour en délivrer le pays: suppression des droits civils et politiques, révision des fortunes, expulsion des individus.

J'ajoute, pour l'honneur de la France, que ces aspirations sont l'objet d'une réprobation générale: nous avons en ce moment, plus que jamais, besoin d'union et de concorde, non de divisions et de haines. Nous saurons montrer que notre esprit et nos traditions nationales sont assez larges, assez tolérants en même temps qu'assez fermes pour faire vivre dans la loi et dans la liberté l'universalité des enfants de la patrie française.

J'arrive maintenant à un point que je sens délicat, mais sur lequel je veux faire connaître également, avec une entière franchise, mon opinion: il y a à mon sens, dans l'avenir, du salut de l'armée et par suite du pays.

Voilà quarante-cinq ans que je vis au milieu de l'armée: j'ai connu les ennuis de la victoire, les douleurs de la défaite, les tristesses de l'exil, les amertumes de la captivité, et j'ai pu étudier, dans des conditions bien diverses, les sentiments des officiers au point de vue de la religion.

L'armée, en raison même de sa mission de devoir, de dévouement, d'abnégation, de sacrifice, est accessible à tout ce qui est grand, à tout ce qui est noble, à tout ce qui est généreux; une religion large, sincère et tolérante élève à la fois le cœur et l'âme, et les cérémonies du culte, empreintes parfois d'une poésie et d'une simplicité naïves, rappellent au soldat son foyer, peut-être la patrie absente.

La vie même de l'officier, transporté au milieu de populations différentes de mœurs et de religions, le rend un peu égoïste au point de vue des principes, moins sévère au point de vue de la pratique; et, avant la guerre, celui-ci jouissait, aux yeux même des personnes profondément religieuses, d'une véritable grâce d'État.

Les officiers généraux s'excusaient de leur abstention sur les exigences du service; les officiers mariés, et ils étaient bien moins nombreux qu'aujourd'hui, chargeaient leur femme de représenter les idées religieuses de la famille, de même qu'ils la chargeaient d'entretenir leurs relations sociales: voilà dans quelles conditions générales j'ai connu l'armée de l'Empire.

Je ne dirai pas que l'esprit religieux a fait des progrès dans l'armée depuis 1870, car ce serait faire injure à nos devanciers; mais je dirai qu'un certain nombre d'officiers semblent avoir une autre conception sur la pratique des devoirs religieux et qu'une minorité, d'ailleurs infime, est animée d'un esprit peu tolérant et empreint d'un certain fanatisme. A quoi cela tient-il? A une éducation nouvelle, à un mode de recrutement nouveau, au nombre plus grand d'officiers mariés, à ce que ceux-ci se trouvent plus rapprochés de leur famille? Je constate le fait sans en affirmer la cause, sans me permettre la moindre appréciation critique, car il faut le proclamer bien haut: dans l'armée, comme ailleurs, la religion ne relève que de la conscience et du for intérieur; toutes les convictions sincères sont honorables et doivent être respectées, sous la condition qu'elles respectent également celles de leur entourage et qu'elles ne se traduisent jamais par des actes d'intolérance ou de fanatisme.

En bien, je dois, pour rester dans la voie de stricte vérité que je me suis imposée, déclarer qu'à mon sens l'état-major de l'armée n'est point demeuré, depuis quelques années, dans ce rôle de stricte neutralité religieuse dont je viens de démontrer la nécessité, qu'un certain esprit de passion clérical s'y est introduit et a exercé, dans toutes les phases successives de l'affaire Dreyfus, une influence absolument regrettable et qui a été le principal obstacle à la manifestation de la lumière et de la vérité. Je ne veux point chercher à qui incombe une pareille responsabilité; je me borne à constater le fait matériel, et pour le rendre bien tangible, je pose simplement cette question: Aurait-on agi de la même manière, avec la même précipitation, avec la même passion si l'inculpé n'eût pas été juif?

Et alors, plaçant à mon tour ma main droite sur ma poitrine, je réponds: En mon âme et conscience, je ne le crois pas.

Oni, le chef d'état-major général et le ministre de la guerre ont montré au début une légèreté et une passion coupables. Quand il s'agit non pas seulement de l'honneur d'un individu, mais de l'honneur de l'armée tout entière, car il était impossible de se dissimuler qu'une pareille félonie ébranlait la France aux yeux du monde entier; il fallait prendre son temps, accumuler les preuves, les corroborer l'une par l'autre, dans le domaine moral comme dans le domaine matériel, et ne pas faire dépendre les présomptions de culpabilité d'un officier du trouble qu'il a pu manifester en se voyant accusé de trahison.

L'enquête a démontré que, dès la première heure, des relations se sont établies entre l'état-major et la presse antisémite. L'arrêt de la Cour de cassation a réparé l'erreur judiciaire; mais ce qui est irréparable, ce sont les faiblesses et les compromissions de certains chefs de l'armée, c'est la perte de cette confiance absolue dont s'enorgueillissaient à bon droit tous les échelons de la chaîne, c'est la perte de cette calme sérénité contre laquelle venait se briser toutes les agitations et toutes les querelles du dehors.

Rendez-la-nous cette confiance et cette sérénité, vous tous qui détenez le pouvoir en vos mains. Que l'armée se remette en silence, comme par le passé, à ses devoirs professionnels; qu'elle soit sourde à toutes les provocations, à toutes les excitations politiques ou religieuses. La religion du soldat, c'est la patrie! son culte, c'est le drapeau! et d'après un vieil adage dont mes jeunes ans ont été bercés, celui qui tombe sur un champ de bataille n'a pas besoin d'absolution pour aller tout droit en paradis.

Colonel F. Robert.

AVANT LE RETOUR DE DREYFUS

A RENNES

(PAR DÉPÊCHE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)
Rennes, 29 juin.

Il n'est point pénible du tout, par ces nuits de belle lune, d'avoir à errer entre des amas de pierres dont l'ombre poétique les formes. Tel immeuble sans valeur prend des airs de monument; telle maison a le caractère d'une ruine imposante. Nous avions à nous assurer de la réalité de certains bruits relatifs à l'arrivée de Dreyfus, et nous allions, lentement voiturés, de la gare déserte à l'arsenal, où nul être humain ne semblait se trouver. Puis nous passions devant la maison de Mme Godard, gardée par deux gendarmes. Nous faisions le tour de la prison toujours sans factionnaire, mais malgré cela bien troublante. Sept fenêtres étaient éclairées, et si brillamment qu'on eût dit que dans le sinistre immeuble allait s'ouvrir un bal. Je sais maintenant qu'on se contentait d'y opérer un nettoyage complet, et ce matin, dans mon courrier.

Mme Dreyfus a été fort triste de trouver hier le rez-de-chaussée de sa maison orné d'un nombre invraisemblable de bouquets. Elle les a fait immédiatement enlever, disant :

« Nous n'avons pas lieu d'être en fête. Je ne me réjouirai que le jour de l'acquiescement. Jusque-là, pas de fleurs, pas de dîners, pas de réception. Ne songeons qu'au malheureux qui attend si douloureusement la proclamation de son innocence. »

Mme Dreyfus n'a reçu absolument que Mme Brémontier, et non comme journaliste, mais comme amie de la première heure. Elle désire recevoir absolument que ses « conseils » et ceux de son mari. Je voudrais ajouter, au petit portrait d'elle que j'ai fait hier, un mot qui ira au cœur de toutes les lectrices. Mme Dreyfus a une telle dignité qu'il semble impossible qu'une semblable femme, à la fois simple, majestueuse et tranquille, soit l'épouse d'un traître. Elle n'a voulu voir aujourd'hui, en dehors de sa famille et de Mme Brémontier, que M. Hayet et le pasteur Collet, conseil de Mme Godard.

Par le train de trois heures vingt-sept, M. Georges Hadamard est parti pour Paris où il va chercher les plus jeunes frères du capitaine Dreyfus. On aménage pour eux en ce moment un petit pavillon qui s'élève à l'entrée du jardin de Mme Godard.

N'ayant rien de mieux à faire durant l'après-midi, les journalistes se sont rendus au Champ-de-Mars où le lieu chargé, l'année, le jour de la saint Pierre, la louée des domestiques; hommes et femmes, qui désirent une place, se promènent entre deux rangées de boutiques improvisées. Ceux et celles qui veulent être loués pour le temps de la moisson seulement portent un épi de blé au chapeau ou au bonnet. Ceux qui sont disposés à rester toute une année chez le même patron portent un fleur. On les engage à raison de 150 francs l'an, mais presque tous demandent pour éternes une paire de sabots et un chapeau de paille ou un bonnet. Ce sont ces objets que l'on vend notamment dans les boutiques.

Et tout à coup on se montre M. Laguerre. Rassurez-vous, ce n'est point la grande affaire qui l'amène ici: il doit plaider demain devant le tribunal de commerce.

On commente favorablement dans la ville les déclarations que M. Le Hérisse a fait hier devant ses électeurs, en une réunion fort nombreuse. Il les a engagés à respecter, comme il le fera, l'arrêt du Conseil de guerre, quel qu'il soit.

Et cette nuit nous recommencerons, entre la prison et les points par lesquels on croit que Dreyfus arrivera, notre promenade d'hier. La police déclare qu'elle sera vainue.

J'ai eu une longue conversation avec M. Antony Laurent, président du syndicat de la presse locale. Il m'affirme que la ville, en ses différents clans très nombreux, est et restera calme. Il redoute, néanmoins, l'influence possible d'éléments étrangers.

L'auteur du *Pain gratuit*, M. Victor Barrucand, a fait, à la Bourse du Travail, devant une salle comble, une conférence applaudie sur le mouvement ouvrier. Les deux seuls cris proférés ont été : « Vive la République ! Vive la justice sociale ! »

A la dernière heure, on nous assure que le capitaine Dreyfus arrivera demain vendredi dans la soirée. Quel plaisir

peut-on prendre à le promener de long en large devant la porte du Finistère ?

Charles Chincholle.

L'Agence Havas nous communique, à la dernière heure, la dépêche suivante :

Rennes, 29 juin.

Le bruit court avec persistance, et il semble justifié par l'échange plus actif des communications concernant le voyage du capitaine Dreyfus, que celui-ci arriverait à Rennes dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet. Tous les correspondants des journaux sont sur le qui-vive.

A BREST

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Brest, 29 juin.

A dix heures du soir, rien ne fait prévoir, malgré les nouveaux bruits répandus dans la journée, que le débarquement aura lieu cette nuit. Aucun sémaphore n'a signalé le *Sfax*. Un de nos amis, rentré ce soir d'Ouessant, affirme qu'à quatre heures du soir les gendarmes du sémaphore n'avaient point encore aperçu le *Sfax*.

Le temps est magnifique. Jusqu'à neuf heures et demie, par un coucher de soleil splendide, il a été facile de surveiller la rade tout entière à l'œil nu. Je me suis rendu à huit heures à la poudrière de Saint-Nicolas et à Kerhuon. Tout, là-bas, est dans le calme le plus complet. Les gardiens de la poudrière ne sont avisés de rien et il est bien invraisemblable qu'on amène un train en ce lieu désert sans avoir pris quelques précautions préalables. A Kerhuon, même absence de nouvelles et de renseignements.

En revenant de cette dernière localité, je longe jusqu'à Brest le bras de mer par où passerait le bateau qui devrait débarquer Dreyfus s'il devait venir soit à Kerhuon, soit à Saint-Nicolas. Pas le moindre bâtiment n'apparaît sur la surface paisible de l'eau bleue.

En arrivant à neuf heures au cinquième bassin du port de commerce, j'aperçois trois torpilleurs qui sortent de ce bassin, avec tous leurs feux allumés. Je les suis un instant. Ils semblent vouloir gagner le goulet, puis brusquement virent de bord et mettent le cap vers Kerhuon et Saint-Nicolas, pour revenir bientôt en sens contraire.

On dirait que ces légers bateaux jouent au jeu des quatre coins. Je demande aux marins qui se trouvent sur le quai ce que font ces torpilleurs. Ils me répondent qu'ils vont procéder à des lancements de torpilles.

Mais la nuit s'est faite. Je cours au télégraphe pour vous envoyer ces quelques mots, et reviens en hâte à mon poste d'observation. J'ai remarqué tout le long de la côte, à des distances variables, des hommes qu'on dirait placés en faction sur tous les points d'où l'on voit la mer. J'apprends que ce sont les sentinelles de la presse, placées là par des journalistes américains de Chicago. Une fusillade d'alarme serait lancée par le premier de ces hommes qui apercevrait le *Sfax*, mais jusqu'à présent on n'a rien vu.

Alexis Durand.

Un journal du soir a publié hier — sous les plus expresses réserves, du reste — une note disant que le bruit courait avec persistance que le gouvernement était avisé de la mort de Dreyfus à bord du *Sfax*, et que M. Viguié, directeur de la Shrétz générale, avait été rappelé à Paris par une dépêche du ministère de la marine.

M. Lépine, préfet de police, a télégraphié, hier soir, à Brest. Il lui a été répondu qu'on n'avait aucun renseignement pouvant faire croire à la mort de Dreyfus, et que M. Viguié était et restait à Brest pour y attendre l'arrivée du *Sfax*.

LA JOURNÉE

Vendredi 30 juin

Sports : Courses à Maisons-Laffitte (2 h.). — Convocation des sous-commissions d'épée et de sabre de l'Exposition de 1900 (4 h. 1/2, faubourg Montmartre, 4).

Closure annuelle : Dernière représentation de la saison du Théâtre lyrique de la Renaissance.

Le Parlement : Au Sénat, modifications au Code pénal (3 h.). — La Chambre, suite de la réforme des expertises légales (2 h.). — L'Institut catholique : Séance annuelle des Facultés canoniques, sous la présidence de M. Captier; rapports des RR. PP. Peillaube et Largent (3 h.).

A la Sorbonne : Clôture de la session du Conseil académique.

Les Concours d'aujourd'hui : Jugement préparatoire du Grand Prix de Rome pour la composition musicale, à midi, au Conservatoire de musique (demain, jugement définitif). — La liste des candidats à Polytechnique reçus aux concours du 1^{er} degré sera affichée ce matin, à dix heures, à l'Ecole des mines). — Concours général des lycées : physique et chimie (classe des mathématiques élémentaires), histoire (rhetorique, géographie, 1^{re} moderne, sciences et lettres).

Conférences : M. Georges Thibaud, sur « les Partis politiques », à la suite du punch offert par la Jeunesse nationaliste (9 h. du soir, café Voltaire). — M. Festy, de l'Office du Travail : « Mme Viguié-Lebrun » (8 h. du soir, 17, rue Paul-Bert).

Mémento du locataire : Donner congé aujourd'hui, avant midi, pour déménager le 15 octobre prochain.

Le Monde et la Ville

SALONS

Hier à en lieu, à l'Elysée, un grand dîner offert aux Comités de la Société des artistes français et de la Société nationale des beaux-arts, ainsi qu'à un certain nombre de notabilités artistiques et littéraires. Mme Loubet avait à sa droite le ministre de l'Instruction publique et à sa gauche M. Jean-Paul Laurens. Le Président de la République avait à sa droite M. Carot-Durand et à sa gauche M. Combes. Au nombre des convives :

MM. Bonnat, Lévot, Albert Maignan, Bartholin, Mongin, Robert-Fleury, Roll, Rodin, Walther, Cazin, Billotte, Jean Béraud, Dubufe, Roujon, Kaemlin, Guifrey, Baumgart, Badin, Bonet, Guillaume, Paul Dubois, Larroumet, Claretie, Th. Dubois, Royer, Massenet, Paladilhe, Lenoire, Rambaud, Poincaré, Dujardin-Beaumetz, Georges Berger, Henri Busby, Dautant, Camille G. Ferrier, de Richelieu, H. Lévy, Saintpierre, Th. Leroux, Georges Le-maire, Cartier, A. Normand, Moyaux, Siroy, Jules Lefebvre, Adam, Baschet, Raphaël Collin, Danlos, Thomas, Barzani, Brémont, Henri Dubois, Vernon, Pascal, Danget, Scellier de Gisors, Manrou, Lefort, Patricot, Ruffe, Boisseau, Mercet, Morice, Francis Tatagrain, Ernest Dubois, Le Coultre, Paul Chabot, de Dramard, Benoît-Lévy, Georges Besson, Brocard, Gérard, Chaplain, Denis Puech, Jules Didier, le général Bailloud, Combarieu, Roussel, Poulet, Crozier et Mollard.

La musique du 76^e régiment d'infanterie s'est fait entendre pendant le repas.

Le dîner a été suivi d'une brillante réception.

On y remarquait des membres de l'Académie des beaux-arts, les plus réputés de nos peintres, sculpteurs et graveurs, presque tous les membres du corps diplomatique, un grand nombre de sénateurs, de députés, d'officiers, de littérateurs et les hauts fonctionnaires de l'Etat.

Le président de la Chambre a donné hier, au Palais-Bourbon, un déjeuner auquel étaient invités :

MM. Caillaux, A. Dubost, Decrais, Wallon, Waddington, baron de Courcel, Odilon-Barrot, Tournier, Pozi, Bissac, Jules Jaurès, Papellier, Couyba, René Brice, Maréjoul, Laurenceau, Klotz, etc.

Le grand peintre américain, ou pour mieux dire parisien — car c'est un Parisien accompli — W. T. Dana, a donné hier au pavillon d'Armenonville un dîner d'une élégance rare.

En l'honneur de S. A. S. la duchesse Paul de Mecklembourg, qui vient d'arriver à Paris, deux convives de choix. On en juge par cette nomenclature longue quoique incomplète :

S. Exc. l'ambassadeur d'Italie et Mme la comtesse Tornelli, S. Exc. l'ambassadeur des Etats-Unis et Mme Porter, S. Exc. l'ambassadeur de Turquie, Muni-bey ; S. Exc. le ministre de Danemark, M. de Høegemund-Lindenberg, M. de Waddington, la marquise d'Anglesmy, M. et Mme Benjamin-Constant, M. et Mme Henri Gervex, le général et Mme Winslow, la baronne de Flotow, dame d'honneur de S. A. S. Mme la duchesse Paul de Mecklembourg.

M. et Mme John Munro, le marquis de Chasseloup-Laubat, M. Gordon Bennett, le duc de Pomar, le comte Brunetta d'Issaux, M. Georges Boydet, M. et Mme Jean Guillemin, M. et Mme Le François, Mme Law, Mme Fourton, Mme Landonbourg, Mme Cameron, Miss Ried, Miss King, Misses Porter et Hunt, MM. Depret, de Singay, Waddington, etc., etc.

Merci, excusé. Après le dîner, une grande salle avait été réservée au premier étage pour y terminer la soirée sous les flots d'harmonie d'un orchestre qui a dû se faire entendre fort avant dans la nuit. S. A. S. Mme la duchesse Paul de Mecklembourg a ouvert le bal avec M. Dana.

Le marquis et la marquise d'Harcourt née Gontaut-Biron donneront une réception lundi prochain, de quatre à sept heures, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de Mlle Hélène d'Harcourt, leur fille, fiancée au marquis de Montebello, fils de la marquise de Montebello née Marquette de Quivères.

La dernière des réunions de poètes que Mlle Hélène Vaccaresco avait en la charmante idée d'organiser chez sa mère a été très réussie, en raison d'un dîner. Parmi les poètes qui ont dit des vers : duchesse de La Roche-Guyon, baronne de Baye, comtesse M. de Noailles, marquis de Pimodan, duc de Rarécourt, M. et Mme Auguste Dorchain, M. Ch. de Pomarais, Musurus-bey. Dans l'assistance :

Comtesse Macédo, princesse Vagoridi, comtesse de La Roche-Guyon, Mme Anna de Linche, général Cantilli, Mlle Bengesco, marquise de Saint-Paul, princesse A. de Caraman-Chimay, MM. Eug. Müntz, Izoulet, V. du Bled, etc.

Mme et Mlle Vaccaresco viennent de quitter Paris.

Grand dîner, avant-hier, à l'ambassade d'Autriche-Hongrie. Les convives du comte et de la comtesse de Volkenstein-Trostburg étaient :

Duc et duchesse de Rohan, comte et comtesse Jean de Castellane, prince Léon Ouroussoff, M. de Souza-Rosa, comte et comtesse d'Haussonville, marquise de Jaucourt, vicomtesse de Courval, comte de Graben, M. et Mme Austin-Jones, comte et comtesse Jean de Montebello, l'honorable Michael Herbert et Mme Herbert, marquis et marquise de Loy-Chandieu, prince Ghika, le lieutenant-colonel Douglas-Dawson, baron d'Arenberg, prince de Fürstenberg, M. C. Dumba, comte Paul Esterhazy.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

Arrivés à Paris et descendus à l'Elysée-Palace-Hôtel :

M. de Browne de Tiège, venant d'Anvers; Mme Turkow, venant de La Haye; M. S.-F. Kinnaird, venant de New-York; M. J.-E. Harris, venant de Londres; M. et Mme Paul de Ivoxy, etc.

Dans la liste des candidats admis à subir les épreuves orales pour l'admission à l'Institut national agronomique, à la suite du concours de 1899, nous relevons les noms suivants :

MM. d'Arlet de Cumond, Budes de Guébriant, Cécaldi, de Chetebien-Zagarriga, de Clauzade, de Matieux, Flourens, Gannet de Beauregard, Jagerichmidt, de Tulle de Villefrance, Yver de La Vigne-Bernard, Silvestre de Sacy, de Senneville, de Saint-Pol, Porten, Noulé de Buzonnière, comte de Lathière, de Nicolay, de Chevalier d'Almont, Esnault-Pelterie, etc.

La reine d'Italie, en souvenir de son voyage en Sardaigne, a offert un bijou aux quarante-cinq demoiselles de Cagliari qui, habillées de leur costume national, furent reçues par Sa Majesté pendant son séjour dans cette ville.

Ce bijou est un médaillon en or et émail bleu portant le chiffre royal et surmonté de la couronne royale en or. Au revers, la date du 17 avril 1899, jour de la réception de ces jeunes filles.

Les sommes recueillies jusqu'au 1^{er} juin par le Comité du monument de l'empereur Alexandre III de Russie, qui doit être érigé à Moscou, s'élèvent à la somme de 1,895,573 roubles.

MARIAGES

On a béni hier, à Saint-Louis d'Antin, le mariage de M. Larnaud avec Mlle Marie-Louise Lestiboudis, fille de l'ancien commissaire du gouvernement, ancien auditeur au conseil d'Etat. Les témoins du marié étaient : MM. Vincent Larnaud, son frère, et Claude Clémence; ceux de la mariée : MM. Eugène Sarlande, son oncle, et Ernest Viette, son cousin.

On béni demain, à Notre-Dame des Champs, le mariage de M. Charles Favard, capitaine de frégate, avec Mlle Mathilde Noiret. Les témoins seront, pour le marié : M. Audren de Kerdel, sénateur, et le général Zédé, gouverneur militaire de Lyon, son oncle et cousin; pour la mariée : MM. Adolphe Carnot, inspecteur général des mines, et Orléon Durieu, préfet des Basses-Alpes, ses oncles.

C'est lundi prochain qu'on béni, à Saint-Augustin, le mariage du comte Pierre de Brye, capitaine au 6^e dragons, avec Mlle Marie Payen.

Mercredi prochain, on célébrera à la Madeleine le mariage de M. André Lhérisse-Vernimmen avec sa cousine, Mlle Thérèse de Lévrier.

En la chapelle de l'Assomption de la rue Saint-Honoré a été béni, avant-hier, le mariage du comte de Lantivy de Trédon avec Mlle de Riencourt. Témoins du marié : le comte de Richemond de Richardson, son oncle, et le marquis Doris; de la mariée : le marquis d'Assas, son oncle, et le marquis de Lameth, son cousin.

M. Raymond de Madrazo, le grand peintre espagnol, a épousé avant-hier, à la mairie du huitième arrondissement, Mlle Marie Hahn, sœur de M. Raynald Hahn, le musicien distingué.

M. Gaston Le Provost de Launay, sous-lieutenant au 1^{er} hussards, détaché à l'Ecole de cavalerie, épousera prochainement Mlle Marie Bérenger.

Le comte R. de Launay est fiancé à Mlle Jeanne Crette de Palluel, fille du baron et de la baronne Alfred Crette de Palluel.

M. l'abbé Guillon, curé de Beaupréa, a béni, en la basilique Saint-Nicolas, à Nantes, le mariage de M. Georges Marion de Procé, avec Mlle Yvonne de La Brosse, fille du maire de Falleron (Vendée).

Les témoins étaient, pour le marié : le baron Bertrand-Geslin, ancien chef d'escadrons de cavalerie, et M. Charles Marion de Procé, ses oncles; pour la mariée : MM. Alfred de La Brosse et Elie Bardoul, ses oncles.

TROUBLES A BRUXELLES

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Bruxelles, 29 juin.

La soirée d'hier marquera dans les annales bruxelloises. Depuis 1837, j'ai assisté maintes fois à des émeutes, mais il ne me souvient pas avoir été témoin de scènes aussi pénibles que celles dont certaines rues de la capitale ont été le théâtre hier soir.

La place des Palais, les hôtels des ministères, la Chambre des représentants étaient gardés par un déploiement inouï de police et des quatre corps spéciaux de la garde civique. Bruxelles semblait en état de siège. Les manifestants, au nombre de 7 à 8,000, se sont dirigés, après avoir parcouru quelques-unes des voies principales, vers la zone neutre. Ils étaient, ils l'avaient chanté, la *Marseillaise*, mais ils se bornaient leurs manifestations, lorsque tout à coup, sans que rien n'ait motivé une mesure semblable, on vit un escadron de gendarmerie déboucher rue Royale, arriver au grand trot, sabrer au clair, fonder sur la foule rassemblée rue Royale et au Treurenberg ou dans la zone neutre.

Une immense colère, déformidable haine, d'énergiques protestations se firent entendre contre cette démonstration de la gendarmerie, aussi ridicule qu'inutile. A partir de ce moment, les manifestants firent montre d'une surexcitation plus grande et des scènes hautement déplorables se produisirent sur divers points.

Je ne veux les raconter pas par le menu, cela m'enlèverait trop loin. Je me bornerai à dire que des coups de feu ont été tirés; un homme a eu la cuisse transpercée par une balle; les magasins dont les glaces ont été brisées se comptent par centaines; deux gendarmes ont été désarmés; l'un d'eux est blessé à la tête. A certain moment, les choses prirent un caractère fort alarmant. Il était une heure du matin lorsque le calme s'est rétabli.

On était généralement d'avis — des hommes politiques sérieux, sensés, parlaient cette opinion — que le ministre ferait chose sage en retirant le projet de loi électorale cause de tout le mal. Mais, malheureusement, le cabinet ne partage pas cette manière de voir. En effet, au début de la séance de la Chambre, M. Vandenbergheboom, président du Conseil, a déclaré qu'il n'avait d'autre but que de servir le pays et qu'il persévérerait, ayant pour lui tous les éléments conservateurs. Répondant aux protestations indignées des membres de la gauche au sujet des brutalités de la gendarmerie vis-à-vis de manifestants paisibles, M. Vandenbergheboom a dit qu'il était en état de légitime défense.

Après le rejet, droite contre gauche, d'un ordre du jour de blâme, le bureau a voulu reprendre la discussion du budget des chemins de fer, postes et télégraphes. Mais les socialistes ont aussitôt recommencé leur obstruction des jours précédents, couvrant la voix des orateurs sous un assourdissant vacarme de sifflets et de crâcèles. La séance a été suspendue pour une heure.

A la reprise, M. Desirée, député socialiste de Charleroi, a interpellé le président du Conseil au sujet d'une agression dont il venait d'être l'objet sur la voie publique, devant le palais de la Nation, de la part d'un gendarme faisant partie d'une patrouille à cheval. Ce gendarme, sans provocation aucune, l'avait frappé d'un coup de sabre à l'épaule, et le lieutenant commandant le détachement, auquel M. Desirée faisait connaître sa qualité de député, avait refusé de recevoir sa plainte. Le député de Charleroi déclare que si sa plainte n'est pas accueillie, c'est au chef du cabinet personnellement qu'il s'en prendra : « Mes amis et moi nous nous armerons, ajouta-t-il, et si un gendarme nous touche encore, nous n'hésiterons pas à tirer sur lui. »

M. Vandenbergheboom répond à M. Desirée que suite sera donnée à sa plainte; puis le président rouvre la discussion du budget. La gauche reprend son concert ininterrompu de sifflets. Mais, au plus fort du vacarme, les députés socialistes sont avertis par un des leurs de ce que le président, dont la voix est couverte par le tumulte, lit tranquillement les articles du budget des chemins de fer et les déclare adoptés sans opposition au fur et à mesure. Des clameurs furieuses éclatent à gauche, et les socialistes menacent de monter à l'assaut du bureau, dont un groupe d'huissiers défend l'approche.

La séance est levée au milieu de l'agitation la plus vive.

G. Lemaire.

P.-S. — Une foule énorme se presse ce soir dans toutes les rues du centre. Aux balcons de la Maison du Peuple une dizaine d'orateurs prennent la parole et, dans un langage violent, engagent le peuple à la résistance. Une immense colonne de manifestants se dirige vers la Grande-Place, qui est aussitôt déblayée par des gendarmes à cheval, sabre au clair. Une terrible panique se produit et des huées éclatent de toutes parts et, au moment où j'écris ces lignes, on entend le bruit de coups de revolver plusieurs fois répétés. — G. L.

Bruxelles, 29 juin.

A l'issue d'un meeting à la Maison du Peuple, plusieurs milliers de manifestants, voulant traverser la Grande-Place, sont chargés, sabre au clair, par les gendarmes, auxquels ils jettent des pierres.

Des coups de feu sont tirés. On entend de nombreuses détonations. Plusieurs personnes sont blessées.

des Ursulines et la rue des Alexis; des agents sont envoyés sur les lieux.

Un jeune homme, dont l'identité est inconnue, a été transporté à l'hôpital.

Vingt-cinq arrestations ont été opérées; elles seront maintenues. Plusieurs des individus arrêtés étaient porteurs de revolvers.

Le Parquet est en permanence à l'hôtel de Ville.

A l'Etranger

Les séditions en Belgique

Les appréhensions que nous inspiraient, il y a quelques jours, les symptômes de l'agitation provoquée en Belgique par le projet de réforme électorale n'étaient que trop fondées, comme on l'a vu par les nouvelles d'avant-hier et d'hier. C'est une sorte de sédition parlementaire qui a provoqué la perspective de la discussion qui devait s'engager sur ce sujet dans quelques jours. Cette sédition s'est propagée jusque dans la ville de Bruxelles et les actes de répression les plus lamentables ont été rendus nécessaires.

Il n'est pas probable que la situation s'aggrave et que l'autorité légale soit débordée. Le roi Léopold, revenu en toute hâte à Laeken, a tenu un Conseil où les mesures propres à rétablir le calme et à ramener la paix ont été résolues. La plus sage, à notre avis, serait l'abandon du projet de réforme. Pour en venir là, le Roi sera contraint à un sacrifice d'amour-propre, car il s'était prononcé en faveur d'une modification des conditions d'exercice du droit de vote. Mais il ne faut pas perdre de vue que les séditions ont poussé les cris de « Abas la Monarchie ! Vive la République ! »

Ce n'est pas bien effrayant, mais cela ne laisse pas d'être démonstratif. Il suffisait jadis à Léopold I^{er}, pour calmer les plus chaudes effervescences de ses sujets, de les menacer de faire ses malles. Aujourd'hui, ce moyen primitif serait fort mal pris et ne réussirait pas.

Il est sage de céder. Le ministère Vandepoortboom en sera atteint. Mais ne lui a-t-on pas suffisamment crié casse-cou ? Nous l'avons fait ici nous-même, il y a plus de six mois, lorsque nous avons parlé pour la première fois du projet qui met toute la Belgique en révolution.

Les ministères actuels se sont, en cette occurrence, mis en contradiction avec une fraction de leur propre parti. Si le Roi les désavoue et appelle d'autres conseillers, ils n'auront à s'en prendre qu'à leur entêtement aveugle. M. Beernaert, mandé de la Conférence de La Haye par le roi Léopold, comme M. Bourgeois l'avait été huit jours auparavant par M. Loubet, aura pu indiquer au souverain les moyens de conjurer la crise. Il est possible qu'il soit lui-même chargé de l'opération. En tout cas, la réforme électorale que l'on rêvait devient impossible. Le roi des Belges est doué d'un esprit trop fin pour ne pas l'avoir compris déjà.

Denis Guilbert.

NOUVELLES

ANGLETERRE

LES AFFAIRES DU TRANSVAAL

Londres, 29 juin. — Chambre des communes. — M. Chamberlain répète que l'Angleterre exige du Transvaal une indemnité pour la veuve de l'Anglais Edgar tué sans justification par un agent de police du Transvaal. Sir A. Milner n'a pas reçu du président Kruger, jusqu'à présent, d'autres propositions que celles faites à la conférence de Bloemfontein.

Le gouvernement n'a reçu aucune confirmation de la protestation qu'aurait faite M. Hoffmeyer contre la politique du ministère des colonies dans sa correspondance avec le gouvernement du Transvaal.

Londres, 29 juin. — Les correspondants du Times et du Standard à Pretoria disent que le discours de M. Chamberlain n'a produit aucune émotion dans les cercles officiels.

Le correspondant du Standard à Johannesburg, écrit savoir que le président Kruger a décidé de proposer au Volksraad d'accorder le droit de vote aux résidents qui sont déjà naturalisés, et à tous les hollandais qui sont établis au Transvaal depuis 1890. Les autres auront le droit de vote après sept ans de résidence, il leur sera tenu compte du temps écoulé déjà depuis leur séjour au Transvaal. « Quelques-uns », dit le correspondant, affirment que le Président n'admet pas la clause de la rétroactivité. »

On dit que le gouvernement du Transvaal fait de grands achats de farines et autres produits alimentaires. Il a déjà un grand stock d'armes et de munitions.

TRANSVAAL

Pretoria, 29 juin. — Le discours prononcé par M. Chamberlain à Birmingham a provoqué une vive irritation, car ce discours a été prononcé au moment où le gouvernement et les habitants du Transvaal étudient les moyens d'améliorer la situation actuelle.

Le Volksraad dit qu'il est inutile de faire preuve de conciliation s'il apparaît comme manifeste que le gouvernement anglais n'a pas l'intention de laisser en paix le Transvaal une fois que le droit de vote aura été accordé aux hollandais.

Le Volksraad espère seulement que le cabinet anglais ne prendra pas à son compte la provocation adressée au Transvaal par M. Chamberlain. Si en était ainsi, il faudrait que les Afrikaners se préparent à la guerre. M. Fisher, qui a délibéré sur la situation actuelle avec le gouvernement du Transvaal, au nom de l'Etat libre d'Orange et du parti afrikaner de la colonie du Cap, est parti hier pour Bloemfontein. On croit que cette conférence aura pour résultat d'accroître les sympathies qui relient déjà entre eux les membres du parti afrikaner.

ESPAGNE

Madrid, 29 juin. — Pour répondre aux nouvelles et aux insinuations répandues ces jours-ci, le gouvernement affirme que les porteurs français de Rente extérieure seront écoutés, comme ils le demandent à bon droit. Il répète que l'Extérieure estampillée ne sera soumise à aucun impôt tant qu'une modification de la convention n'aura pas été consentie. Jusque-là, le coupon sera payé intégralement et sans réserves.

La tranquillité est aujourd'hui complète dans toute l'Espagne.

JAPON

LE PRINCE HENRI DE PRUSSE A TOKIO

Yokohama, 29 juin. — Le prince Henri de Prusse est arrivé ce matin à bord du vaisseau-amiral. Il est reparti immédiatement pour rendre visite à l'Empereur, à Tokio.

Une forte escadre japonaise était présente, et la réception a été imposante.

LE TREFLE INCARNAT DE L.-T. PIVER

PARFUMS SUAVES, TENACE ET DELICAT

NOTES D'UN PARISIEN

Je pense à ces excellents confrères qui, depuis sept à huit jours, sont là-bas, à Brest, interrogeant l'horizon, et ne voyant rien venir. Une autre équipe s'est installée à Rennes, mais celle-là est, en quelque sorte, l'équipe de second plan. Ce n'est pas à elle de découvrir le 3/4x. Ce soin incombe à la délégation de Brest, et voilà deux ou trois nuits déjà que nos pauvres confrères ne dorment pas. Qu'on aille donc contester, après cela, que le journalisme ait, lui aussi, ses martyrs.

La profession, cependant, a ses compensations. Ainsi, malgré leurs fatigues, ces reporters sont en ce moment même en train de s'instruire. Ils ne savent pas, d'une façon positive, si c'est à Brest que Dreyfus débarquera, ou ailleurs. Et il leur faut alors rechercher sur quels points de la côte bretonne le 3/4x est susceptible d'aborder. Ce n'est pas une petite affaire. Vous n'avez qu'à ouvrir une carte et vous verrez que l'on n'a que l'embaras du choix. Sera-ce à Brest, ou à Saint-Malo, ou à Douarnenez, ou à Audierne, ou dans une des innombrables criques qui se cachent le long des côtes ?

On n'en sait rien, mais il faut tout prévoir. Et dans les cafés de Brest, transformés en cabinets de travail, nos confrères piochent la carte, font des études approchées, car il ne s'agit pas seulement de savoir s'il y a un port à tel ou tel endroit; il faut se demander aussi si le 3/4x y pourra aborder, faire des calculs approximatifs, compiler les livres, interroger les gens. C'est très absorbant, comme vous voyez, mais on y gagne d'apprendre la géographie et quelques autres sciences accessoires. Nos confrères, quand ils reviennent de là, ne seront peut-être pas tout à fait des savants, mais ils auront, au moins, refait leurs classes...

E.

PAIN GRILLÉ JACQUET, 92, rue Richelieu

CONTRE LES MALADIES D'ESTOMAC ET D'INTESTIN

ENTRE VOISINES

C'est sur le ton épique qu'il convient de commencer le récit. En l'année 102 avant Jésus-Christ, les Teutons furent exterminés par les Romains aux environs d'Aix-en-Provence. En l'année 1899 de l'ère nouvelle, si le ministre M. Teygues fait un geste et donne une signature, une bataille aussi légendaire se livrera là-bas, sous les platanes du cours Mirabeau. Les Teutons, cette fois, seront des Marcellais, et les Romains des Aixois. La colline Sainte-Victoire, qui en vit de raides jusqu'ici sans trembler sur ses bases, risque d'y perdre un contre-fort.

Sans emboucher plus longtemps la trompette héroïque, disons simplement qu'il s'agit d'une vieille querelle qui menace de s'éterniser. Marseille, ville gourmande et puissante, veut se payer le luxe de quelques Facultés; elle a la Cannebière, Notre-Dame de la Garde, la Joliette, le Prado, mais cette opulence ne lui suffit pas: il lui faut encore, pour relever l'éclat de ses fêtes locales, des robes de professeur, robes rouges et serin.

Les Marcellais, qui ont tous la Fontaine, estiment que la raison la meilleure est la raison du plus fort. Il se trouve que les Aixois ne sont pas d'humeur très commode, ni d'un tempérament résigné.

Si M. Leygues tient à se faire une idée exacte de ce qui se passe à cette heure dans la vieille ville du roi René, qu'il se mette en route incognito, en simple cadet de Gascogne. Les Aixois lui apparaîtront sous un jour peut-être insoupçonné. La patrie de Vauvenargues, de Peirassé et de Félicien David est une bonne petite ville où l'on se chamoie en politique, mais où l'on s'embrasse sur tout autre terrain. La question des Facultés est un point de ralliement admirable: dès que les Marcellais font mine de recommencer leurs manœuvres, la ville d'Aix sent la poudre.

Le fait est qu'en cette affaire — et le ministre le sait bien — on ne dit pas toute la vérité. Si de temps en temps quelque document officiel ne paraissait pas qui remet les choses en état, on finirait par croire que les Aixois ressemblent aux citoyens de Bruges ou de Pompéï: qu'ils habitent une ville morte, que les pavés y sont envahis par de hautes herbes et que quelques étudiants fossiles y représentent le passé. Tout cela, comme on dit en Provence, c'est de la « blague ». Il résulte de l'enquête faite à la Chambre par la Commission d'enseignement que l'Académie d'Aix occupe le troisième rang, comme importance numérique, après Paris et Lille, laissant derrière elle quatorze centres d'études dont le plus modeste est Chambéry.

Il y a donc quelque mauvaise foi à railer les Facultés aixaises.

Les Marcellais sont dans leur rôle en voulant accroître leurs richesses; les Aixois sont dans leur rôle en défendant leurs intérêts. Francisque Sarcey s'en est certainement allé avec le regret d'avoir mal jugé une situation qui lui était mal connue. Sur la foi d'un professeur qui a des raisons personnelles de moins aimer Aix que Marseille, il avait cru à la légende de maîtres enseignant dans le désert; son article, le dernier, fit beaucoup de peine aux Aixois, qui l'aimaient.

Les Facultés aixaises ne sont ni agoni-santes, ni mortes: elles se portent très bien. On continue d'y faire des bacheliers et des avocats; bien plus encore, la Faculté des lettres, qu'on prétendait avoir mis la clef sous la porte, s'amuse de temps en temps à fabriquer des docteurs.

Savez-vous la vraie raison de toute

cette querelle? Elle est bien simple, et M. Leygues la connaît. Les Marcellais voient constamment les étudiants d'Aix encombrer la Cannebière; ils en concluent qu'ils y attendent leurs professeurs. Or, ces escapades écolières ont un tout autre motif; demandez-le à trois anciens élèves des Facultés d'Aix qui ont fait depuis un petit bout de chemin; demandez à Gustave Larroumet, à Emmanuel Arène, à Victor Fabre, le brillant magistrat qui préside aujourd'hui la 10^e Chambre et qui eut tout récemment l'honneur de condamner le Figaro. Ils vous diront — et j'ai des raisons d'être de leur avis — qu'on va à Marseille pour le plaisir, mais qu'on reste à Aix pour l'étude. Il fait bon rire dans la grande ville bruyante; dans la petite cité tranquille il fait bon se recueillir. Et comme la route n'est pas longue qui mène de l'une à l'autre — 8 temps de griller quelques cigarettes — les étudiants aixois voyagent. Mais quant vient la saison des examens et des diplômes, adieu les vadrouilles et les déplacements! On pioche ferme Justinien et Cujas, Quintilien et Tite-Live; les étudiants finit de la Cannebière, ils préfèrent alors la pacifique petite ville où l'on peut travailler dans le silence, la fenêtre ouverte sur la rue.

Ch. Formentin.

REVUE DES JOURNAUX

On lit dans les Droits de l'Homme propos du pourvoi formé par le colon Picquart contre la décision du Conseil d'enquête qui a prononcé sa mise en réforme:

Une personne, en situation pour savoir nous a déclaré à ce sujet: « Il est tout à fait exact que la comparution devant un Conseil d'enquête siègeant Mont-Valérien, du lieutenant-colonel Picquart, du 4^e tirailleurs, en garnison à Soud, a constitué une illégalité. »

C'est en Tunisie que le colon aurait été cité devant un Conseil d'enquête. Si, violant ces points les règlements militaires, parce qu'on savait, au ministère de guerre, que pas un officier du corps d'occupation de Tunisie ne se serait trouvé pour condamner Picquart.

Je crois savoir que le rapport du conseil chargé de l'affaire confié à l'annulation de la mise à la réforme signée par le général Billot. Le Conseil d'Etat statue vraisemblablement dans le même sens qu'un rapporteur. Et ce sera justice, comme dit au Palais.

L'affaire du Paty de Clam.

De la Liberté:

Voici les renseignements que nous avons recueillis au Palais sur le dernier état de l'affaire du Paty de Clam. Son défenseur a déposé entre les mains du capitaine Tave-dé, des conclusions motivées en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden. Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

Le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden, qui a été remis au général Zurlinden, est en fait et en droit, et tendant à faire écarter de la procédure le dossier de l'officier instruit par le général Zurlinden.

mêmes. Si l'on admet cette théorie, c'est toute la religion des spiritistes qui s'écroule.

Voilà qui va désoler quantité de croyants et surtout de croyantes. La désertion de M. Flammarion est une perte irréparable.

On mande de Nice au Petit Journal:

Le général Giletta de Saint-Joseph, qui avait manifesté son intention de se pourvoir en appel, n'a pris encore aucune décision à ce sujet. Il n'y a cependant pas définitivement renoncé, ainsi que son avocat vient de me l'affirmer.

On ignore encore si le général effectuera sa peine à la maison centrale de Nîmes ou s'il sera interné à l'île Sainte-Marguerite.

Les merveilles de l'électricité se succèdent avec une rapidité vraiment surprenante. A peine a-t-il été question du télégraphe Marconi, que voici qu'on nous annonce la découverte du téléphone sans fil. La Revue des Revues nous explique les intéressants détails de cette nouvelle invention. Le radiophone — c'est le nom de l'appareil — est dû à M. Hayes, un Américain. La transmission téléphonique a lieu par un simple rayon de lumière qui traverse l'espace sans aucun obstacle, maison, montagne, etc., puisse l'intercepter. Les expériences avec le radiophone ont été faites tout récemment à New-York, dans Madison square.

Si le nouveau téléphone pouvait nous débarrasser des interminables appels et des énervants allô! allô! ce serait une révolution à laquelle tout le monde applaudirait.

Le Liseur.

LA CHAMBRE

Jeu 29 juin 1899.

L'EXPERTISE MÉDICO-LÉGALE

Le cabinet semble avoir devant lui quelques jours de tranquillité. On n'ose plus l'attaquer de front, on le tâte, on l'aguiche, on l'asticoie: aux coups de boutoir on a substitué des coups d'épingle... inoffensifs.

D'abord, une interpellation de M. de Grandmaison, député de Maine-et-Loire:

M. de Grandmaison. — Je demande à interpellier le gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre pour protéger l'armée et ses chefs contre les attaques d'une certaine presse.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

Il s'agit de fixer la date de la discussion, et le ministre de la guerre est absent. Le président du Conseil, M. Waldeck-Rousseau, fait observer que sa présence n'est pas nécessaire, parce que l'interpellation porte sur la politique générale du cabinet et sur une déclaration qu'il a déjà faite à la tribune. Pour la date, je mets en remise à la décision de la Chambre, et alors, plusieurs députés demandent le renvoi à un mois; mais M. Waldeck-Rousseau réclame:

M. de Grandmaison. — Je comptais m'adresser qu'une question à M. le ministre de la guerre, que j'avais prévenu. Mais j'ai reçu ce matin, de M. le président du Conseil, une lettre m'avisant que M. le ministre de la guerre avait décidé de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre, et de ne pas venir à la Chambre.

ce temps; puisqu'à côté de M. de Gallifet siègent deux hommes dont l'existence a été consacrée à la défense des travailleurs, la dépose une proposition tendant à l'ouverture d'un crédit de 200.000 francs au profit des familles nécessiteuses de Montceau-les-Mines.

M. Dejeante. — J'ai déjà déposé une demande de crédit.

Toutes ces petites flèches, assez semblables à celles que les Lilliputiens décochaient à Gulliver, s'émoussent sur un seul mot de M. de La Porte qui demande et obtient que la proposition, dont M. Charles Bernard n'a pas l'étréne, soit renvoyée à la Commission du budget.

En voici une troisième, annoncée et prévue. M. Millevoye voudrait interpellé M. Millerand, ministre du commerce, « sur la manière dont il entend appliquer les doctrines et les principes socialistes à l'administration de son département ». Elle se perd encore dans le vide. M. Millerand est au Sénat et on ne peut guère, lui absent, prendre pour point de départ. Cependant M. Millevoye insiste:

M. Millevoye. — Je n'ai pas l'intention de discuter en l'absence de M. le ministre du commerce. Mais il résulte d'un entretien que j'ai eu avec lui que M. Millerand n'entend nullement se dérober à cette discussion, qu'il n'en paraît même nullement embarrassé, et qu'il est à la disposition de la Chambre pour la jour qu'elle voudra bien fixer.

Je demande que ce soit demain. (Interruptions à gauche.)

Il est probable que nous allons nous séparer, et il s'agit de discuter une question intéressante, plus encore pour vous que pour nous, car c'est votre programme, ce sont vos idées qui sont en jeu. (Très bien! très bien! à droite et sur divers bancs.)

M. le président du Conseil. — Je m'en rapporte absolument à l'appréciation de la Chambre.

M. le président. — En tout cas, le débat sur la date ne peut avoir lieu en l'absence de M. le ministre du commerce. Il sera prévu. (Très bien! très bien!)

Eh bien! un homme prévenu en vaut deux. M. Millerand répondra sans doute demain, mais en trois mots (car il n'en faut pas quatre) à l'interpellation de M. Millevoye.

Ces petites barrières franchies, on reprend l'ordre du jour et on se retrouve en face de cette interminable et inextricable interpellation sur l'Algérie. Comment faire? Le cabinet Dupuy a vécu. M. Lafferrère est malade. M. Albin Rozet, l'ami des Arabes, demande le renvoi au mois d'octobre, et la Chambre s'empresse d'obtempérer à son désir. Pas de chance, l'Algérie!

La loi sur les conditions du travail, qui arrive ensuite à son rang, compte, sur les banquettes parlementaires, un assez grand nombre de partisans. C'est une loi ouvrière, une loi sociale; mais quoi! Le nouveau cabinet n'a pas encore eu le temps de l'étudier et il juge nécessaire d'en conférer avec la Commission. L'abbé Lemire fait promettre à M. Waldeck-Rousseau que cette consultation n'aboutira pas à un enterrement, et le ministre ajoute que le délai qu'il sollicite n'aura d'autre effet que de hâter la solution. Tout le monde applaudit et l'on passe à un autre exercice: la nouvelle loi sur l'expertise médico-légale, qui a été le gros morceau de la journée.

M. Lagasse, député de Lot-et-Garonne et avocat renommé, prend le premier la parole. Il explique très congrûment que l'expertise médico-légale, telle qu'on la pratique aujourd'hui, a fait son temps. Elle a été une source d'erreurs, elle a envoyé au bagne un certain nombre d'innocentes victimes, elle appelle, elle exige une réforme.

C'est M. Cruppi qui en a eu l'initiative. C'est lui qui a déposé la première proposition sur laquelle sont venus se greffer les amendements de M. Lagasse et d'entière justice à M. Cruppi. Celui-ci s'est montré bon prince. Rapporteur de la Commission, il a accepté et introduit dans son projet primitif toutes les extensions sollicitées par ses collègues. A l'expertise médico-légale, la seule dont il s'était d'abord préoccupé, il a ajouté, à leur demande, l'expertise chimico-légale, l'expertise en écritures, etc., et d'une manière générale toutes les expertises imaginables.

La réforme est simple. Lorsque le juge d'instruction aura désigné son expert, l'inculpé aura le droit d'en désigner un à lui, pour rétablir la balance. Les deux experts se réuniront pour faire ensemble le rapport, et s'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord, le juge nommera un tiers-arbitre sur une liste où seront représentées toutes les compétences. Sur le principe, pas de difficulté. M. Lagasse accepte le projet et se réserve seulement d'en discuter quelques détails.

Après lui, M. Cruppi a, de nouveau, exposé les grandes lignes de la réforme; pour mieux dire, il en a démonté, pièce à pièce, tout le mécanisme aux applaudissements d'une Chambre absolument séduite

années dans le cadre de réserve, s'ils demandent à rester dans cette position. L'on voit chaque année, aux manœuvres, de vieux généraux, vertes encore, à cheval et en tenue, suivre les opérations, escortés par des cavaliers. Parmi ceux qui ont demandé à rester dans cette position nous citerons, parmi les plus connus, les généraux de division Carré de Bellemare, Japy, sénateur; Bréart, Logerot, Dénier, Rebillet, de Cools, du Guinay, Warinet, de Moncets, Colonieu, Grandin, Châtelet, bien d'autres encore. Enfin, les généraux ayant commandé en chef devant l'ennemi sont maintenus sans limite d'âge dans le cadre d'activité. Il en est trois : les généraux d'Exéa-Dumercq, âgé de quatre-vingt-deux ans, Billot et Saussier.

La Revue militaire de l'étranger, cette précieuse publication qui a rendu de si grands services à nos officiers, s'est transformée cette année, et dans sa forme et dans son titre.

C'est désormais la Revue militaire, rédigée à l'état-major de l'armée. Elle comprend deux parties, l'une consacrée aux armées étrangères, l'autre destinée à faire connaître les documents intéressants relatifs aux différentes époques de notre histoire militaire et encore enfouis dans les archives.

L'état-major, en transformant ainsi la Revue, ne fait que reprendre une vieille tradition, puisque le général Meunier, directeur du dépôt de la guerre, par son rapport du 20 frimaire an VII adressé au Directoire, préconisait déjà la vulgarisation des documents recueillis aux archives. L'idée fut accueillie et, jusqu'en 1887, un *Mémorial* parut d'une façon intermittente.

La Revue militaire, imprimée par l'éditeur Chapelat, successeur de Baudouin, renoue le chaînon brisé : sous une allure moderne, elle fournit aux travailleurs de l'armée une précieuse source d'études.

Ardouin-Dumazet.

DANS LA MARINE

La décision prise par la Commission des finances du Sénat, en faveur de la réintégration dans les cadres de la marine des dix-huit officiers incorrectement mis à la retraite, a été approuvée et par le Sénat et par la Chambre.

La loi de finances promulguée le 31 mai contenait, par suite, un article ainsi conçu : « Les officiers, mis à la retraite les 27 et 29 mars 1898, qui ne se sont pas pourvus devant le Conseil d'Etat et qui n'ont pas pu bénéficier de son arrêt du 24 février 1899, seront replacés dans le cadre d'activité aux mêmes conditions que ceux qui s'étaient pourvus. »

C'est un simple acte de justice et d'équité que les Chambres ont accompli. L'esprit se refusait à admettre qu'une décision ministérielle reconnue illégale, et annulée pour certains officiers, pût rester en vigueur pour d'autres, par la seule raison que ceux-ci n'avaient pas pu ou pas su faire leur pourvoi en temps voulu. Et il faut se féliciter de la mesure de réintégration prise par le ministre en conformité des votes du Parlement.

Certes, comme l'a fait entendre M. Cabart-Danneville au Sénat, l'article inséré dans la loi de finances ne signifie pas que le Parlement retire au ministre le droit de mettre à la retraite d'office les officiers impropres au service. Il est absolument indispensable, au contraire, que le ministre reste armé à l'égard de son personnel. Chacun sait, d'ailleurs, qu'il existe dans la marine, comme dans tous les autres services publics imaginables, des serviteurs médiocres, fatigués ou usés avant l'âge et à qui il convient d'offrir prématurément les loisirs de la retraite.

Mais ce que le Parlement a voulu dire, et ce qu'il a bien fait de dire, c'est que les mesures de ce genre doivent être prises par les ministres en observant toutes les formes légales, en respectant toutes les garanties prévues par les règlements.

Il importe, maintenant, que cette réintégration de dix-huit officiers dans les cadres ne retarde pas l'avancement général, déjà si lent, des officiers de notre marine. Pour atteindre ce but, il y a plusieurs moyens : l'un d'eux consiste à créer ou mieux à reconstituer le cadre dit de résidence fixe. M. Lockroy était partisan convaincu de l'utilité de ce cadre qui, précisément, pourra recevoir les officiers voulant, pour une cause ou une autre, renoncer à la navigation active.

Son successeur, M. de Lanessan, sait depuis longtemps quel est le mal dont souffrent les lieutenants de vaisseau en ce qui concerne leur avancement. Qu'il se hâte donc d'ouvrir aux officiers fatigués ou lassés de la mer le cadre séculaire de la résidence fixe, en donnant à cette organisation la consécration d'une loi.

Marc Landry.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunes recommandées par le *Figaro* : Pour Mme Clémence, de Marie-Antoinette, 40 fr.; Mme G. de L., 20 francs; lady Murray (envoi de Berne), 50 francs. Pour la famille d'origine polonaise : de Marie-Antoinette, 40 francs.

LA SANTÉ PUBLIQUE

Le chiffre des décès, fourni par le Bulletin de la statistique municipale, continue à dépasser la moyenne. Il a été pour la dernière semaine de 886, au lieu de 882. Cependant, la fièvre typhoïde est en voie de diminution, car on ne compte que 8 décès au lieu de 20 et le nombre de cas nouveaux est relativement faible. La rougeole, toujours fréquente en juin, a causé 30 décès; la scarlatine, 7; la coqueluche, 6. On le voit, il n'y a pas d'épidémie régnante.

On a célébré à Paris 521 mariages et enregistré la naissance de 1,401 enfants vivants, 582 garçons et 539 filles.

Depuis plus de trente ans, M. et Mme de Roy, demeurant, 26, rue d'Aligre, avaient chez eux un ami, Louis Gensens. L'harmonie la plus parfaite régnait dans la communauté.

L'an dernier, Mme de Roy mourait et les deux amis restaient seuls, également désolés. Agé de soixante-quinze ans, M. de Roy songea qu'il pouvait, lui aussi, quitter ce monde un jour ou l'autre et laisser sans abri son ami Louis, de dix ans plus jeune. Pour éviter toute difficulté, l'appartement fut mis au nom de celui-ci. C'était donc lui qui, à son tour, hébergerait celui qui, pendant tant d'années, lui avait donné asile.

Mais voilà que, dernièrement, Louis Gensens trouva que le vide laissé par Mme de Roy était décidément trop grand, et il introduisit dans la maison une veuve de quarante-cinq ans dont il venait de faire la connaissance.

De Roy s'indigna de ce qu'il appelait une profanation. Gensens essaya de le raisonner et de lui prouver que ce qu'il faisait était, au contraire, très légitime.

— Quand tu étais propriétaire, dit-il, tu avais ta femme pour tenir la maison, et moi, j'étais votre commensal. Maintenant que c'est l'inverse, il faut bien que j'aie une femme pour égarer un peu notre intérieur.

Et comme de Roy prenait mal le raisonnement, Gensens conclut par ce vers de *Tartuffe*, bien approprié à la circonstance :

La maison m'appartient, c'est à vous d'en sortir.

Et il mit carrement son vieux ami à la porte.

De Roy, furieux, s'empara d'un revolver et fit feu sur Gensens. Celui-ci fut atteint au bras et à la cuisse.

Le blessé a été porté à l'hôpital Saint-Antoine. M. de Roy a été assigné à la disposition du commissaire de police.

ACCIDENT

Un convoi de subsistances du 11^e régiment d'artillerie suivait, hier matin, vers dix heures, la rue de Châteaudun, se rendant à la caserne du Château-d'Eau.

A la hauteur du n° 16, l'essieu d'arrière d'un des fourgons se rompit, par suite d'un choc sur les rails du tramway.

Des hommes du 43^e, qui accompagnaient le convoi, allèrent prévenir le service compétent et deux nouveaux fourgons furent amenés sur le lieu de l'accident.

On divisa alors le chargement, qui se composait de 50 caisses contenant chacune 1,920 cartouches à balles, et le convoi ayant pu poursuivre sa route, le reste du trajet s'accomplit sans autre incident.

LES DÉSESPÉRÉS

Au moment où deux gardes du Bois-de-Boulogne passaient, hier matin, dans une allée transversale, deux coups de feu partant d'un taillis mirent leur attention en éveil. Ils se portèrent dans la direction des détonations et virent un jeune homme étendu sur le sol, dans une mare de sang.

Le malheureux venait de se tirer deux coups de revolver dans la tête.

Immédiatement transporté à l'hôpital Beaugon, le désespéré, un étudiant de vingt-cinq ans, nommé Faure, y est mort une heure après son arrivée.

La veille au soir, un infirmier de l'hôpital Cochin, nommé Guillaume Le Moine, s'était donné la mort en se jetant du haut du toit de l'établissement sur le pavé de la cour.

On ignore pour quelle cause Le Moine, qui était âgé de vingt-huit ans, s'est suicidé.

PARIS LA NUIT

Un jeune homme de vingt ans, Louis Val-

ton, ouvrier menuisier, regagnait, l'avant-dernière nuit, son domicile, lorsque, sur le boulevard Voltaire qu'il suivait, il fut pris à partie par un individu avec lequel il ne tarda pas à se colleter.

Au cours de la rixe, Valton a été frappé par son adversaire d'un coup de couteau à la poitrine. Le meurtrier s'était enfui quand sont arrivés les gardiens de la paix attirés par les appels du blessé.

Valton a été transporté à l'hôpital Lariboisière. Son état est des plus graves.

LE FEU

Un incendie s'est déclaré hier, à deux heures de l'après-midi, dans le logement occupé par les époux Michel, ouvriers passementiers, dans des circonstances qui auraient pu devenir tragiques.

Les trois enfants issus de ce ménage, et dont l'aîné n'a que sept ans, s'amusaient à faire un sommaire cuisinier. voulant donner, l'un d'eux enflamma une allumette et la jeta imprudemment, sans l'avoir éteinte, sous les rideaux de la fenêtre. Le feu se communiqua aussitôt aux meubles, et les malheureux enfants allaient être les victimes des flammes, quand, attirés par leurs cris de détresse deux voisins, MM. Hédrich et Muller, survinrent à temps pour les sauver.

Mais l'incendie se propageait. Déjà les ateliers de M. Drouet, fabricant de passementerie, étaient menacés. Heureusement, les pompiers de la caserne du Château-d'Eau arrivèrent à temps pour se rendre maîtres du feu.

Les dégâts, couverts par une assurance, sont toutefois très importants.

Jean de Paris.

Mémoire. — M. Louis Peault, négociant, est tombé accidentellement, hier matin, dans la Seine, quai de la Rapée. Des marins qui s'étaient portés à son secours n'ont pu le sauver. Le corps a été ramené au domicile du défunt, rue Keller.

J. de P.

BOITE AUX LETTRES

Monsieur le Rédacteur,

Il s'est glissé dans les comptes rendus judiciaires de mon procès plusieurs erreurs qui en dénaturent tout à fait la portée. Je ne veux en relever qu'une seule en ce moment.

L'arrêt de la Cour de cassation statuant sur le pourvoi formé par mon mari, le prince Adolphe de Wrede, contre l'arrêt de la 1^{re} Chambre de la Cour de Paris, rendu à mon profit, n'a pas été rendu conformément aux conclusions de M. l'avocat général Melcot, mais contrairement à ses conclusions.

M. l'avocat général, au contraire, a demandé, dans une longue plaidoirie toute en faveur, le rejet de ce pourvoi, conformément à ma demande.

Quant à la question de bigamie, inutile de dire qu'elle n'a jamais existé de mon côté.

Recevez, etc.

Princesse Adolphe de Wrede.

Gazette des Tribunaux

NOUVELLES JUDICIAIRES

On sait que la marquise de Morès a adressé, il y a quelques semaines, à la Cour de cassation une requête en suspension légitime contre la Cour d'Alger et en récusation de tous les magistrats qui la composent.

Les débats de cette affaire sont venus, hier, devant la Chambre criminelle qui a entendu, à ce sujet, le rapport de M. le conseiller Accarias, la plaidoirie de M. de Ramel et les réquisitions de M. l'avocat général Méliot.

Résumons les faits :

Trois individus, accusés de l'assassinat de M. de Morès, furent arrêtés à la suite d'une enquête dirigée par le juge d'instruction de Sousse. Le dossier fut transmis à la Chambre des mises en accusation d'Alger. A ce moment, Mme de Morès, se constituant partie civile, demanda un supplément d'instruction qui lui fut accordé, et c'est à son président M. Geoffroy que la Chambre des mises en accusation en confia le soin.

La marquise de Morès attaque aujourd'hui cette double information judiciaire en prétendant qu'elle fut menée par les deux magistrats, avec le parti pris caractérisé de ne pas impliquer dans les poursuites certaines personnes considérées par elle comme complices des assassins.

La demanderesse va jusqu'à citer les noms du commandant Rebillet, ancien attaché militaire à la résidence de Tunis, et celui de notre résident lui-même, M. Millet.

A l'appui de ses dires, Mme de Morès invoque plusieurs témoignages, et notamment celui d'un naib de Ouargla, d'après lesquels son mari aurait été détourné à dessein de la route qu'il devait suivre et désigné d'une façon précise aux coups des assassins.

Dans son rapport, M. le conseiller Ac-

carias, après avoir écarté un certain nombre de faits, en a retenu quelques autres, comme étant de nature, s'ils étaient établis, à révéler un certain caractère de gravité. Il lui semble cependant qu'il est permis de douter de leur importance quand on s'en réfère au rapport adressé au garde des sceaux par le procureur général près la Cour d'Alger, qui représente le naib de Ouargla comme l'insigilant absolument suspect de toute cette affaire.

Le conseiller-rapporteur laisse à la Cour le soin de décider s'il y a lieu de rejeter la requête purement et simplement, ou s'il ne convient pas, au contraire, de rendre un arrêt, de « soit communiqué » c'est-à-dire ordonnant la communication de la requête au procureur général d'Alger, pour recevoir les explications des magistrats visés par Mme de Morès.

La Chambre criminelle s'est rangée à ce dernier avis, après avoir entendu M. de Ramel, qui a demandé l'admission de la requête, et M. l'avocat général Méliot, qui concluait à son rejet pur et simple.

1. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

2. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

3. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

4. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

5. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

6. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

7. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

8. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

9. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

10. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

11. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

12. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

13. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

14. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

15. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

16. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

17. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

18. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

19. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

20. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

21. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

22. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

23. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

24. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

25. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

26. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

27. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

28. le substitut Servin a développé, hier, devant la première Chambre civile, ses conclusions dans le procès en nullité de l'acte de testament qui institue Mme Leger légataire universelle et à la validité de la reconnaissance dont elle a bénéficié par acte, le jour même où l'auteur de *Deux orphelins* lui attribuait sa succession.

en question, pour le développement de laquelle un graphique du « style ingénieur » le plus pur avait été dressé, est partie de l'ouverture de la voie triomphale aux Champs-Élysées pour aller aboutir au Champ-de-Mars. Les ingénieurs ont examiné et admiré les palais des Champs-Élysées, le pont Alexandre-III, les constructions de l'Esplanade des Invalides, les installations des quais de la Seine, les grands palais du Champ-de-Mars, les travaux des chemins de fer, les constructions de la Ville, la reconstruction du Vieux-Paris, etc. Puis les ingénieurs ont visité les travaux d'agrandissement de la seconde plate-forme de la Tour, ainsi que les installations des nouveaux ascenseurs.

L'excursion s'est terminée par un déjeuner sur la tour Eiffel, du haut de laquelle on aperçoit le plan général de l'Exposition se dessiner sur le terrain avec une netteté tout à fait curieuse et attrayante.

Parmi les assistants et invités, nous avons remarqué :

MM. Alfred Picard, commissaire général; Dolaunay-Belleville, directeur général; Dervillé, directeur général adjoint; G. Dumont, président de la Société; Ch. Baudry, G. Canet, Albert Blondel, J. Meunier, G. Eiffel, Rissal, Louvet, J. Charbon, Brull, Alby, de Brévières, Saquin, Masure, de Nansouty, da Cunha, G. Reynaud, de Farnes, Ch. Fremont, L. Ribourt, A. Moreau, Arnaud, Pictou, L. Poëss, Babon, P. Arbel, G. Jouglu, Bert, Dupich, Baigères, Sauvert, Sasus, Henry-Lepaute, Vallot de La Vallée-Poussin, Jousselet, Coignet, Farcot, Godillot, de Bovet, Ducomet, Gaudry, Domange, etc.

L'Académie française. — Dans sa séance d'hier l'Académie française, présidée par M. Brunetierre, a réparti ainsi qu'il suit le prix Joly dont la valeur est de 1,600 francs : 1,000 francs au vicomte Brenier de Montmorand pour son ouvrage intitulé : *La Société française contemporaine*.

600 francs à Daniel Lesueur pour son roman intitulé : *Comédie*.

Après quoi les Quarante ont procédé au renouvellement de leur bureau pour le 3^e trimestre de l'année 1899.

M. Emile Olivier a été nommé directeur et M. Joseph Bertrand chancelier.

Assemblée générale de la Société équestre de France. — Dans sa première assemblée générale, la Société équestre de France a nommé membres d'honneur :

S. A. le prince Joachim Murat, MM. le général L'Hôte, Edouard Dettail, le général Grandin, et élu comme membres du Comité provisoire :

MM. R. de Gatinnes, le vicomte de Vaugirard, le baron de Zuylen, Paul Sédille, Robert Lebauty, Edmond Blanc, comte Arnold de Contades, Barthe, baron Merlin, Gosselin, Lablaye d'Estange, Vallet.

M. le général L'Hôte est nommé président d'honneur de la Société, et M. de Gatinnes est désigné comme président du Comité provisoire.

La réunion décidée d'attendre la fin de l'Exposition de 1900 pour acheter une construction métallurgique pouvant servir de manège, et de s'installer provisoirement dans un manège sis boulevard Victor-Hugo, à Neuilly.

La Société équestre de France est donc définitivement fondée et l'ouverture de son manège aura lieu le 1^{er} décembre prochain.

Evian-les-Bains. — Ce que l'on trouve sur toutes les bonnes tables, à ce moment de l'année où les fortes chaleurs commencent à éprouver l'organisme, c'est une bouteille d'eau de la « Source Cachat » (Dépôt : 18, rue Favart). Sa fraîcheur, sa limpidité idéale l'ont depuis longtemps sacrée la reine des eaux de table.

Environ de Paris

MAISON A IVRY-SUR-SEINE
19 rue de la Justice, à Paris, le mercredi 19 juillet 1899, à 2 heures, en 3 lots, de :
1^{re} MAISON A IVRY-SUR-SEINE
rue de la Justice, 19, 21 et 23.
Revenu : 3,800 fr. — M. à p. : 2,500 fr.
2^{re} PROPRIÉTÉ A USAGE D'USINE
à IVRY-SUR-SEINE, rue de la Justice, 25 et 27.
Revenu : 3,000 fr. — Mise à prix : 40,000 fr.
3^{re} G^{re} TERRAIN A IVRY-SUR-SEINE
rue de la Justice, 29, 31 et 33.
Cont^{re} 13,350 m². — Mise à prix : 45,000 fr.
S'adresser à M^{re} BOUTIER, avoué poursuivant à Paris, 88, rue de Rivoli; à M^{re} Bimont, Leroy et Hergot, avoués, et à M^{re} Ballu, notaire à Vitry-sur-Seine.

COMMISSAIRES-PRISEURS

A des Annonces est appliqué un Tarif dégressif, dont les prix diminuent en raison de l'importance des ordres.

AVIS

Expositions et Ventes

TABLEAUX par Baxters et Serris : *Aquarelles* par LLOVERA, Hôtel Drouot, salle 3, le 4 juillet 1899, à 3 heures. — *Exposition*, le 3 juillet. Com.-priseur, M^{re} René APPERT, 5, rue Chauchat. Expert, M. BLOCHE, 23, rue de Châteaudun.

Environ de Paris

1^{re} M^{re} GANXARD, not. Ozoir-la-Ferrière (S.-et-M.), Paris-
BEAU MOBILIER VENDRE
à OZOIR, Propriété DEMOLLIENS, 9 juillet, 1^{re}.
TABLEAUX, Aquarelles, Dessins, Gravures, Porcelaines, Faïences anc., Étain, Bâtons, Armes, Pendules, Billard, Lingerie, Tapis, Châles, etc. S'adr. audit notaire. — Au comptant, 10 % en sus.

VENTES ET LOCATIONS

AGENCE DE LOCATIONS, 10, rue de la Paix. HOTELS, APPART^{ts}, PROPRIÉTÉS. Vente et location. PL. S.-AUGUSTIN. Jolis APP^{ts}. S'adresser à Rigny, 5.

Environ de Paris

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 16, rue de Tourville. Très B^{te} PROPRIÉTÉ à vendre ou à louer. S'y adresser.

Bains de Mer

POUR TOUTES LOCATIONS DE SAISON S'adresser TIFFEN, 22, rue des Capucines.

MAISONS RECOMMANDÉES

Modes, Nouveautés
VOIR chez GUILLOT, 13, r. Lafitte, ses TAILLEURS
toile, 75 fr.; ses ROBES linon, doub. sole, à 225.

TOUT-PARIS 1899

ANNUAIRE DE LA SOCIÉTÉ PARISIENNE
27,000 Noms et Adresses
Par noms, professions et rues
Plans de Paris, des théâtres, etc.
Châteaux et Villégiatures
Cercles, Jours de réception, etc.

DICTIONNAIRE DES PSEUDONYMES
Numéros téléphoniques, 860 pages. — 12 francs.
LA FARE, 55, Chaussée d'Antin. Téléph. 147.49.

Parfumerie

FRANCHES RÉDITES, POITRINE EFFACÉE.
« Institut féminin », Ecole de beauté, 6, Gluck.

Photographie

PRIME OFFERTE AUX ABONNÉS D'UN AN
du FIGARO
Cette prime consiste en un superbe PORTRAIT
sur platine et du format 18 x 24 exécuté
par CAMUS, le photographe en renom. Pour
en bénéficier, il suffit de se présenter, muni
de sa quittance d'abonnement, aux ateliers de
CAMUS, 18, rue Vivienne.

Hygiène, Médecine, Pharmacie

VIN DE COCA MARIANI, 41, boul^d Haussmann.
MALADIES DE LA LANGUE
Guérison rapide par les pulvérisations des Eaux
minérales curieuses de

SAINT-CHRISTAU

Renseignements au GÉRANT de l'ÉTABLISSEMENT
THERMAL de SAINT-CHRISTAU,
par Oloron (Basses-Pyrénées).

Alimentation

DELIXIR TRI-DIGESTIF de J. PAQUIGNON
Maux de gorge — Extinction de voix — Aphtes
GARGARISME SEC du D^r WILLIAMS
PHARMACIE NORMALE, 19, rue Drouot, Paris.

VINS DU RHIN & DE MOSELLE

Ed. SAARACH et C^{ie}, Mayence-Rhin, fournisseurs
des Cours souverains. Seul dépositaire à Paris :
41, RUE DROUOT. — Téléph. 143.28.

OLIDA

Envoi du Prix courant sur demande.

VOYAGES ET EXCURSIONS

ÉTRANGER. Grands Hôtels recommandés

ALLEMAGNE
BADEN-BADEN Hôtel Minerva, 1^{er} ordre.
Lichtenthaler Allee. Situation
unique. Magnifique parc. Séjour du monde
élegant. — C. H. FOELL, propriétaire.

BADEN-BADEN

Hôtel de Russie, 1^{er} rang.
Meill. situat. Ecl. électr. Asc^{se}.
Bonn-s/Rhin. — GRAND HOTEL ROYAL.
Maison de 1^{er} ordre. Grand jardin
vue sur le Rhin et montagnes.

CREUZNACH-LES-BAINS

Hôtel ORANIHOF
1^{er} rang. Meill. situat. Vast. Jard. Bains minéraux.
Ecl. électr. Lift. Tennis. Salles convers. et bill. Mod.

MUNICH. Hôtel BAYERISCHER

Hof. Maison premier rang. Totalement
renouvelé. Splendide jardin d'hiver.

KARLSBAD. L. CI. SAVOY WEST HOTEL

Le mieux situé. Prop^{re} : A. AULICH, G. NANGOVICH
vienn^e. Hôtel Métropole, Ringstrasse, qual
François-Joseph. Maison 1^{er} ord. 300
ch. dep. 12.2 y compr. éclair. serv^{ice}. Salon lect^{re}.

CHAMPEL

près GENEVE. Grand établis^{se}
hydrothérapique. Hôtels Beau-
séjour et Roseraie, Grand Parc.
Bons Lawn-Tennis. — RUE SPLENDE.

GENEVE. — HOTEL VICTORIA. Belle situation.

80 chambres. Prix modérés. Omnibus gare.
CLION. — MONTREUX. G^{re} Hôtel Right Vaidos.
Position unique. Installé dans le plus
grand confort. 150 chambres. Prix modérés.

GENEVE. — HOTEL VICTORIA. Belle situation.

80 chambres. Prix modérés. Omnibus gare.
CLION. — MONTREUX. G^{re} Hôtel Right Vaidos.
Position unique. Installé dans le plus
grand confort. 150 chambres. Prix modérés.

GENEVE. — HOTEL VICTORIA. Belle situation.

80 chambres. Prix modérés. Omnibus gare.
CLION. — MONTREUX. G^{re} Hôtel Right Vaidos.
Position unique. Installé dans le plus
grand confort. 150 chambres. Prix modérés.

GENEVE. — HOTEL VICTORIA. Belle situation.

80 chambres. Prix modérés. Omnibus gare.
CLION. — MONTREUX. G^{re} Hôtel Right Vaidos.
Position unique. Installé dans le plus
grand confort. 150 chambres. Prix modérés.

INTERLAKEN

G^{re} HOTEL VICTORIA 400 lits. 1^{er} ordre.
Éclairage électr.
Concerts, bals, Restaurant de l'élite cosmopolite.

G^{re} HOTEL JUNGHEAUF

300 lits. 1^{er} ord.
Éclairage électr.
Restaurant grill-room avec terrasse.

INTERLAKEN

G^{re} Hôtel des Alpes, 1^{er} ord. Maison
française. Position unique. Pension. MATRI, p^{re}.

HOTEL MÉTROPOLE

Ascenseur, lumière électrique.
MEIRINGEN. Hôtel du Sauvage, 1^{er} ordre. Lum.
électr. Près Gorges l'Aar. Cascades. Equipages.

NEUCHÂTEL. G^{re} Hôtel Bellevue, 1^{er} ord. Situati^{on}

unique au bord du Lac. Jardin. Ascenseur. Lum.
électr. dans les chamb. 10 h. de Paris. A. Elsker, p^{re}.

REINFELDEN. G^{re} Hôtel des Salines. Situation

ravissante au bord du Rhin. — Bains salins.
GRAND HOTEL de VEVEY, 300 lits, parc 50,000 m².
2 lawn-tennis, bains, lac, gymnast., vélodrome.

FRANCE. Hôtels recommandés

Ces Annonces jouissent d'une
très grande réduction pour un
minimum de 15 insertions par
mois.

PARIS LANGHAM HOTEL

Avenue de l'Alma
Ch.-Élys. L'hôtel par excell^{ence} des familles aristocrat.

PARIS HOTEL 1^{er} ord. (8^{me} arrond^{is}). 50 % de

rabais s^{ur} les pensions. Ec. A. B. 10, Figaro
LUCHON. GRAND HOTEL BONNEMAISON,
1^{er} ordre. Grand confort.

LUCHON. G^{re} GRAND HOTEL SACARON.

BAINS DE MER DE PARAME, près S^{te}-MALO
GRAND HOTEL DE PARAME
De 1^{er} ordre, situé sur la plus belle plage de sable
des côtes de Bretagne. Arrangements avantag.
pour séjour. Envoi du Tarif sur demande.

ST-SAUVEUR (Pyr^{énées}). Hôtel de France, le meilleur

Stations thermales de France
CESAR. DESAIGNES. Eau de table parfaite.
Très gazeuse, alcaline, bicarbonatée.

Stations thermales à l'étranger

ALLEMAGNE

BADENBONN. KESTENHOLZ. Alsace. Therm. hydro-
électr. 150 lits. B. séjour, tennis. P^{re} p^{re}.

SUISSE

SCHWEIZERHALL près BALE. BAINS
SALINS. Seul éta-
blissement avec conduite directe des sources de la
saline aux baignoirs. G^{re} parc, magnif. forêt, pêche.

Bains de Mer de France

PLAGE DE HOULGATE. Casino. Bains de mer
chauds. Hydrothérapi^e.
Th. municipal, café.
Grand Hôtel face à la
mer, ascenseur, tenu
par ZUST LAURENT.

Navigation

HAMBURG AMERICAN LINE
SERVICE DES PASSAGERS
Bureaux à Paris : 7, RUE SCRIBE

Paquets-poste français

MOUVEMENTS
Zanzibar, 27 juin.
OXYS (M. M.) parti à 5 h. soir, venant de Mau-
rice, La Réunion et Madagascar.

EQUATEUR (M. M.), arrivé à 2 h. soir, venant d'Alexandrie.

Articles de Voyage

BUFFETS DE VOYAGE
G^{re} choix de modèles riches et très nouveaux
SPÉCIALEMENT POUR AUTOMOBILES
garnis pour 1 à 12 personnes.

PIÈCES DE COMMANDE.

TROUSSES D'OFFICIERS. Sacs. Necessaires.
Fabrique spéciale. Catalogue illustré.
AU DÉPART AVENUE DE L'OPÉRA, 29
Téléphone 230.79

AVIS COMMERCIAUX

INDUSTRIEL. CÉDERAIT SA MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

INDUSTRIEL

Cédèrait sa MAISON, qu'il
exploite depuis 12 ans. Belle
situation de 25,000, sans connaissances spéciales.
A traiter de suite av. 40,000. CARLIER, 83, Bd Clichy.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL, 14, RUE ROUGE-MONT.

COMMERCE DE LUXE

SANS CONNAISSANCE SPÉCIALE.
Ni stock ni roulement.
Net : 40,000 francs.
On traite à 50,000 francs.
HANOL,